

Aïdoukoum Moubarek

A l'occasion de la fête de l'Aïd El Fitr, le Directeur général et l'ensemble de l'équipe de votre quotidien DK News vous présentent leurs meilleurs vœux de santé, de bonheur, de paix et de prospérité.

HABITAT

234.000 logements distribués depuis 2020 en faveur de près de 1.150.000 citoyens (Djerad)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a indiqué, lundi à Alger, que 234.000 unités de logement ont été distribuées, à l'échelle nationale, au profit de 1.150.000 algériens, depuis le début de l'année 2020 à ce jour. Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la cérémonie de remise de 5000 clés de logements de différentes formules, M. Djerad a affirmé que "la livraison des logements aux citoyens est un devoir national envers tous les Algériens et Algériennes et un principe consacré par la Constitution", soulignant que cette opération est l'une des "positions honorables" du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a soutenu dans son programme que "le logement est la base de la justice sociale dans notre pays".

P. 3

DKnews-APS



LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Un délai de 25 jours avant la date du scrutin pour remplacer les candidatures rejetées

P. 3

EDUCATION NATIONALE

Appel à la satisfaction des préoccupations pédagogiques et socio-professionnelles

P. 3

JOURNÉE MONDIALE DES OISEAUX MIGRATEURS

La préservation de la faune et la flore s'impose à El Tarf

P. 8

SANTÉ

ALLERGIE SAISONNIÈRE

Les oligo qu'il vous faut

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1

Miloud Rebiaï (MCA) prend quatre matchs de suspension

P. 21



DISCIPLINE

CYBER SÉCURITÉ

Nouveau financement pour renforcer les capacités de l'UE

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

5 éléments de soutien arrêtés et 3 casemates détruites

P. 24

MIGRATION

M. Beldjoud au Portugal pour participer à une conférence sur la gestion des flux migratoires



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a entamé lundi une visite de travail de deux jours au Portugal pour participer à une conférence ministérielle de haut niveau sur la gestion des flux migratoires à Lisbonne, indique un communiqué du ministère.

Organisée en présence des ministres de l'Intérieur de pays d'Europe, d'Afrique du nord et du Moyen Orient ainsi que des représentants de plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales activant dans le domaine de la lutte contre la migration clandestine, cette rencontre se penchera sur l'examen des voies de partenariat et de coordination pour une meilleure maîtrise de l'émigration clandestine".

AID EL FITR

Un programme spécial pour faciliter la circulation des citoyens à Alger (ETUSA)

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé mardi dans un communiqué la mise en place d'un programme spécial à l'occasion de l'Aid El Fitr pour faciliter la circulation des citoyens à Alger.



"A l'occasion de la fête de l'Aid El Fitr El Moubarek, l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger "ETUSA" met en place en cette heureuse occasion un programme spécial pour faciliter la circulation des citoyens entre les quartiers et les communes de la capitale", a précisé la même source.

A cette occasion, l'ETUSA a assuré qu'elle veillera à ce que 118 lignes soient couvertes avec 128 bus pour le premier jour de l'Aid El Fitr.

Elle a fait savoir également que 223 bus desserviront les 118 lignes durant le deuxième jour de l'Aid.

Concernant les heures du travail, le début de service est fixé à 6h45 jusqu'à 19h00 avec une fréquence de 30 minutes à 50 mn, a souligné le communiqué.

PENSIONS DE RETRAITE

La proposition de révision annuelle des pensions de retraite au titre de l'année 2021 pas encore tranchée (ministère)



Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a affirmé lundi que la proposition de révision annuelle des pensions et allocations de retraite pour l'année 2021 "n'a pas encore été tranchée et est toujours au stade de projet", soulignant qu'elle "sera examinée dans les semaines à venir".

"La proposition de révision annuelle des pensions et allocations de retraite pour l'année 2021 n'a pas encore été tranchée et est toujours au stade de projet.

Elle sera examinée dans les semaines à venir, en tenant compte de la situation financière de la Caisse nationale des retraités (CNR)", a précisé le ministère dans un communiqué.

M'SILA

Une équipe cynotechnique pour renforcer la recherche d'une personne disparue à Oued Boussaada

Les éléments de la Protection civile chargés de la recherche d'une sixième personne disparue dans Oued Boussaada (M'sila) suite aux récentes intempéries sont appuyés par une équipe cynotechnique, des plongeurs et des spécialistes de la recherche dans des endroits difficiles provenant de la wilaya de Batna, a-t-on appris lundi de la Direction de la Protection civile de wilaya.

Le périmètre de recherche de la sixième personne disparue, probablement emportée par les crues de Oued de Boussaada et dont la voiture a été retrouvée vendredi dernier, s'étendra de la commune de Boussaada à celle de Maarif sur une distance de plus de 20km.

ALGÉRIENNE DES AUTOROUTES

Les services d'exploitation et de maintenance mobilisés durant l'Aid El Fitr



L'Algérienne des autoroutes (ADA) a annoncé lundi dans un communiqué que ses services d'exploitation et de maintenance de ses réseaux autoroutiers seront mobilisés durant les fêtes de l'Aid El Fitr.

Les services de patrouille ainsi que les équipes d'intervention et d'entretien assureront également la continuité du service sur tout le réseau autoroutier durant la période de l'Aid, et ce, en étroite collaboration avec les partenaires de l'ADA, à savoir, la gendarmerie nationale et de la protection civile, souligne la même source.

Par ailleurs, l'ADA rassure que les aires de services et aires de repos déployées le long du réseau autoroutier seront ouvertes pour permettre aux usagers, conducteurs et passagers, de disposer des services nécessaires et de prendre un repos au cours d'un déplacement sûr et confortable.

Dans ce cadre, l'ADA sollicite de ses usagers de respecter les règles et les consignes de sécurité sanitaire préconisées pour prévenir la contagion par la Covid-19, en portant le masque de protection et en respectant la distanciation physique.

MILA

22 individus présentés devant le procureur de la République pour corruption à la CCLS



Vingt deux (22) individus ont été présentés lundi devant le procureur de la République près le tribunal de Mila pour des affaires de corruption concernant la Coopérative des Céréales et des Légumes Secs (CCLS) de Mila, a-t-on appris de la sûreté de wilaya.

Il s'agit de cadres à la CCLS de Mila activant dans plusieurs de ses sections et autres individus externes en rapport avec plusieurs affaires de corruption ciblant la CCLS, a précisé la même source.

La présentation de ces individus devant le procureur de la République est intervenue suite "aux résultats des enquêtes sécuritaires menées par les éléments du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya ayant duré plusieurs mois et qui ont donné lieu à la découverte de plusieurs affaires de corruption et l'identification des impliqués qui ont été présentés devant les instances judiciaires".

EDUCATION NATIONALE

Calendrier des examens de fin de cycle pour les trois paliers

Le ministère de l'Education nationale a rendu public, lundi, le calendrier des examens de fin de cycle pour les trois paliers, session 2021, prévus du 2 au 24 juin.

Les épreuves des langues arabe et française et des mathématiques de l'examen de fin de cycle primaire se dérouleront le 2 juin 2021.

Pour l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), les épreuves se dérouleront sur trois jours à partir du 15 juin et concerneront 9 matières, outre l'épreuve de langue amazighe pour les élèves concernés.

L'examen du Baccalauréat se déroulera à partir du 20 juin et les épreuves s'étaleront sur quatre (04) jours pour les candidats des branches Langues étrangères, Lettres et Philosophie et cinq (05) jours pour les branches Sciences expérimentales, Mathématiques, Maths techniques et Gestion et Economie.



LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

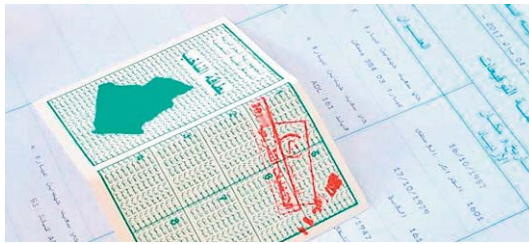
Fin du délai pour l'examen des dossiers de candidature, place à la compétition électorale

Le délai pour l'examen des dossiers de candidature aux législatives du 12 juin a expiré, dimanche à minuit, laissant place à la compétition électorale dont le lancement officiel est prévu le 17 mai.

En effet, l'examen de ces dossiers se fait dans les 12 jours au plus tard suivant la date de leur dépôt, ainsi la date butoir a été fixée au 9 mai 2021. Un total de 25.416 dossiers de candidature déposés auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) dont 12.854 dossiers déposés par des partis politiques et 12.562 dossiers déposés par des indépendants, a été examiné par cette instance.

Selon les derniers chiffres communiqués par l'ANIE, "le nombre total des listes de candidature a atteint 2.490 dont 1.237 listes de partis et 1.253 listes d'indépendants". Au moins 1.483 listes ont été déjà acceptées "sans réserve" pour prendre part aux élections législatives du 12 juin dont 646 listes présentées par des partis politiques et 837 listes par des indépendants, a annoncé le président de cette instance, Mohamed Charfi. Toutefois, certaines candidatures figurant sur des listes ayant obtenu le feu vert de l'ANIE pour participer à ce rendez-vous électoral, ont été rejetées.

Il s'agit d'au moins 898 listes



dont 462 listes sous l'égide de partis politiques et 436 listes d'indépendants, a précisé M. Charfi. En outre, pas moins de 297 listes ont été rejetées définitivement par l'ANIE qui a fait état, dimanche, du dépôt de 847 recours auprès des tribunaux administratifs dont 450 déposés par des partis politiques et 397 par des candidats indépendants.

La loi organique portant régime électoral laisse aux candidats la possibilité de déposer un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de trois (3) jours francs, à

compter de la date de la notification du rejet. Le rejet des candidatures dans les circonscriptions électorales à l'étranger peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif

d'Alger dans un délai de quatre (4) jours francs, à partir de la date de sa notification. Le tribunal administratif territorialement compétent est appelé, ainsi, à statuer dans un délai de quatre (4) jours francs, à compter de la date d'introduction du recours.

Le jugement du tribunal administratif est susceptible d'appel dans un délai de trois (3) jours

francs devant le tribunal administratif d'appel territorialement compétent, à compter de la date de notification du jugement, prévoit la loi.

Le tribunal administratif d'appel statue dans un délai de quatre (4) jours francs, à compter de la date d'introduction du recours. Toutefois, l'arrêt du tribunal administratif d'appel n'est susceptible d'aucune voie de recours, stipule la loi électorale.

Cellule de coordination

Par ailleurs, il a été décidé de mettre en place une cellule de coordination Anie-partis politiques pour lever les obstacles susceptibles d'entraver le bon déroulement du scrutin du 12 juin. La décision a été prise à l'issue d'une réunion entre le président de cette instance avec les représentants de 16 formations politiques, tenue à leur demande, quelques heures avant l'expiration du délai d'examen des candidatures.

Les responsables de ces 16 partis

politiques ont tenu à exprimer leur mécontentement au sujet de la révocation de certaines candidatures. "Le long débat, qui duré certes des heures, a permis la prise de décisions consensuelles, dont la constitution d'une cellule de coordination, de concertation et de dialogue entre l'ANIE et les représentants de la classe politique, le but étant de prévenir toute piste pouvant entraver le bon déroulement des prochaines législatives", a souligné M. Charfi. Cette cellule sera chargée "d'encadrer les représentants des partis au sein des bureaux de vote et de suivre en toute transparence les différentes opérations de dépouillement, conférant ainsi davantage de crédibilité aux élections". Le président de l'ANIE n'a pas manqué l'occasion de rappeler "la relation naturelle" de son autorité avec les partis politiques dans le cadre d'un partenariat "légal et réaliste", souhaitant que cette relation participative soit "fructueuse et pratique tout le temps et non seulement lors des rendez-vous électoraux".

Un délai de 25 jours avant la date du scrutin pour remplacer les candidatures rejetées

Les partis politiques et les candidats indépendants en course pour les législatives du 12 juin disposent encore d'un délai ne dépassant pas 25 jours avant le jour du scrutin pour remplacer les candidatures rejetées, et ce en vertu de l'article 207 de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral. L'article 207 de ladite loi stipule "qu'en cas de rejet de candidatures au titre d'une liste, de nouvelles candidatures peuvent être formulées dans un délai n'excédant pas les vingt-cinq (25) jours précédant la date du scrutin". En réaction à "l'exclusion" de leurs candidats dans plusieurs wilayas, des chefs de partis politiques, notamment de Jil Jadid, MSP, El Bina, El Fajr El Jadid, Sawt Echaab ainsi que le secrétaire général du mouvement Ennahda, ont demandé l'ouverture d'une enquête impartiale, lors d'une réunion tenue en début de semaine au siège de l'ANIE.

Dans le but d'aplanir les obstacles pouvant entraver les préparatifs des prochaines législatives, M. Charfi a, lors d'une rencontre avec 16 partis politiques, procédé à la mise en place d'une cellule de coordination entre l'Autorité et les partis politiques.

Cette cellule, ajoute M. Charfi, sera chargée "d'encadrer les représentants des partis au sein des bureaux de vote et de suivre en toute transparence les différentes opérations de dépouillement, conférant ainsi davantage de crédibilité aux élections", soulignant que le but de sa mise en place étant de prévenir toute piste pouvant entraver le bon déroulement des prochaines législatives.

Il est à souligner que le maintien de cette cellule de

coordination pour les prochains rendez-vous électoraux serait envisageable. Pour les candidatures rejetées, M. Charfi a annoncé en début de semaine un nombre 898 listes acceptées mais qui incluent en leur sein un candidat rejeté, dont 462 listes présentées au titre d'un parti politique et 436 listes indépendantes.

Selon M. Charfi, le rejet de certaines listes a été motivé par le fait qu'elles soient liées aux milieux suspects de l'argent et des affaires (199 listes rejetées), aux personnes condamnées à des peines privatives de liberté (281 listes) et au manque de documents requis (410 listes). Le président de l'ANIE a également indiqué que 89 listes ont été rejetées pour condition d'âge, tandis que 129 candidats ont été écartés pour non inscription sur les listes électorales, et 72 cas pour leur situation vis-à-vis de l'administration fiscale et 62 cas pour Service national, 7 cas pour cause de présence de plus de deux personnes sur une même liste ayant des liens de parenté, et 3 cas pour l'occupation d'une fonction ne permettant pas de se porter candidat.

Pour ce qui est des dossiers rejetés définitivement, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a comptabilisé à dimanche midi 297 listes. Les causes du rejet, selon M. Charfi, sont liées au non-respect de l'âge (47 cas), du niveau universitaire (6 cas) du nombre de formulaires (162 cas) en sus du non-respect de la parité.

Quant aux recours déposés auprès des tribunaux administratifs, il ont atteint 847 dont 450 déposés par des partis politiques et 397 émanant de candidats indépendants. Dans le même contexte, les autorités compétentes ont affirmé

que 704 recours ont été refusés, dont 363 recours des partis politiques et 341 recours des candidats indépendants, ajoutant que le tribunal administratif a annulé 143 notification de rejet émanant par l'ANIE.

Quant aux dossiers qui sont en cours d'étude au niveau des tribunaux administratifs et de du conseil d'Etat sont estimés, selon M. Charfi, à près de 700 dossiers. Pour rappel, en prévision des législatives du 12 juin prochain, les listes des candidats présentes au titre d'un parti politique doivent être appuyées par, au moins, vingt-cinq mille (25.000) signatures individuelles d'électeurs inscrits sur les listes électorales, qui doivent être recueillies à travers, au moins, vingt-trois (23) wilayas dont le nombre de signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à trois cent (300) signatures.

Pour les listes indépendantes, chaque liste doit être appuyée, pour chaque siège à pourvoir, par, au moins, 100 signatures des électeurs de la circonscription électorale. Concernant les circonscriptions électorales à l'étranger, la liste de candidats est présentée soit au titre d'un ou de plusieurs partis politiques, soit au titre d'une liste indépendante appuyée d'au moins deux 200 signatures pour chaque siège à pourvoir parmi les électeurs de la circonscription électorale concernée. A rappeler qu'une Ordonnance modifiant et complétant certaines dispositions de la loi organique relative au régime électoral a été signée par le président de la République portant prolongation de cinq (05) jours des délais de dépôt de dossiers de candidature pour les législatives du 12 juin prochain.

EDUCATION NATIONALE

Appel à la satisfaction des préoccupations pédagogiques et socio-professionnelles

Des enseignants des trois paliers (primaire, moyen et secondaire) et des membres du personnel administratif ont organisé un sit-in de protestation devant la Direction de l'Éducation d'Alger-centre pour exiger une réponse favorable à leurs revendications pédagogiques et socio-professionnelles, a constaté l'APS.

Ce action s'inscrit dans le cadre de la grève lancée par les enseignants des trois paliers éducatifs et par les différents corps relevant du secteur, à savoir le personnel administratif, les inspecteurs, les corps communs et les travailleurs professionnels relevant des 14 syndicats indépendants pour réclamer, notamment, la réforme du système éducatif, la révision des méthodologies et programmes et l'accélération de la révision de la loi sur les travailleurs de l'Éducation.

Les revendications portent en outre sur l'annulation de la gestion des écoles privés et leur affiliation au ministère de l'Éducation, l'amélioration du pouvoir d'achat et le ré-

tablissement du droit à la retraite proportionnelle sans condition d'âge. Une tournée à travers plusieurs établissements éducatifs à Alger a permis de constater un taux de réponse "mitigé" à cette grève. "Faible" dans le cycle secondaire, ce taux est "relativement élevé" dans le moyen et "moindre" dans le palier primaire.

Pour certains parents, la grève de 3 jours à laquelle ont appelées les syndicats pourrait "impacter l'avancement du programme, d'autant plus que c'est bientôt la fin de l'année". Ils s'interrogent, à ce propos, sur le sort des examens alors que la période des devoirs est toujours ouverte. De son côté, le président de l'association nationale des parents d'élèves, Khaled Ahmed a estimé que "la grève est, quand-même ce serait un droit constitutionnel, inadmissible du moment qu'elle prive les élèves de l'apprentissage", proposant de placer le secteur de l'Éducation comme étant "stratégique" afin de mettre un terme à la polémique et pré-

server le droit de l'élève. Les enseignants grévistes ont expliqué ces actions de protestation par la pression qu'ils subissent en raison de "la baisse du pouvoir d'achat", "la surcharge du programme", "la répétition des mêmes leçons selon l'enseignement par groupe" et "le découragement des élèves en cette période et leur incapacité d'assimiler".

A ce propos, le secrétaire général du Conseil des lycées d'Alger, Zoubir Rouina a estimé que la grève était "le résultat logique" de l'accumulation des revendications des enseignants, des travailleurs et des fonctionnaires", précisant que le collectif de 14 syndicats avait soulevé plusieurs revendications dont l'amélioration du pouvoir d'achat et des revendications pédagogiques "urgentes" en attente de règlement par le tutelle.

Le mot d'ordre a été diversement suivi par les établissements éducatifs à travers les différentes wilayas du pays, ont déclaré

les directions de l'Éducation aux correspondants de l'APS. Dans la majorité des wilayas, la grève n'a pas été suivie au niveau de tous les établissements et le taux de suivi dans les établissements concernés a été faible (entre moins de 2 et 13%), ont fait savoir les directions de l'Éducation relevant un taux de suivi moyen à Ghardaïa (45%) et Laghouat (60%).

Dans les wilayas de l'Est, le taux de suivi était faible. A Souk Ahras, il n'a pas dépassé 8% tandis qu'à Sétif il a été estimé à 17%. Les établissements éducatifs de Tamarrasset n'ont pas participé à cette grève. Les organisateurs de cette grève ont fait état de taux de suivi plus importants, notamment à Tiaret, Tizi Ouzou, Bouira et Djelfa. La grève a connu des sit-in de protestation devant les directions de l'Éducation dans plusieurs wilayas. Le ministère de l'Éducation avait mis en place "une cellule centrale de crise" chargée du suivi et de l'évaluation des mouvements de protestation.

RENCONTRE MINISTRE DE LA SANTÉ-SYNDICAT

Relance des dossiers du service civil et de la progression dans la carrière (Benbouzid)

Le Ministre de la santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid, a instruit les directions centrales concernées pour relancer plusieurs dossiers, notamment ceux inhérents au Service civil et à la progression dans la carrière, à la faveur d'une rencontre tenue avec des membres du Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP), indique lundi un communiqué du Ministère.

Les instructions du ministre ont porté sur la situation des services de santé publique ouverts aux concours de chefferie de services hospitalo-universitaires, les textes d'application de la loi sur la santé, le service civil, les primes d'intéressement, la progression dans la carrière, les concours des hospitalo-universitaires, l'IRG et la place du partenaire social dans la hiérarchie des actions ministérielles, précise la source. Lors d'une réunion tenue dimanche au siège du ministère de la Santé avec le bureau national du SNPSSP, Pr. Benbouzid a instruit les directions centrales concernées à l'effet de relancer tous les dossiers exposés lors des réunions de la commission de suivi et de lui rendre compte de l'état d'avancement de chaque dossier.

Selon la même source, les dossiers en question concernent également le jumelage et le parrainage, la place occupée par le partenaire social dans la hiérarchie des actions ministérielles et la prime d'intéressement. Le ministre a, au cours de cette rencontre à laquelle ont pris part le Secrétaire d'Etat chargé de la



réforme hospitalière, Pr. Ismail Mesbah, le SG, M. Abdelhak Saihi et des cadres du ministère, souligné l'importance d'établir des échanges de données et d'informations au sein du secteur de la santé sur le déroulement de la vaccination et la stratégie nationale de modernisation du secteur, se basant sur la réorganisation des urgences et la densification du réseau de soins.

Pr. Benbouzid a également exposé, lors de cette rencontre, la situation socioprofessionnelle des travailleurs du secteur, l'évolution de la situation épidémiologique et les moyens et la stratégie mise en place pour la mai-

triser et la gérer ainsi que les questions liées à l'amélioration des conditions de prise en charge des citoyens, selon même communiqué.

De son côté, le président du SNPSSP, Dr. Mohamed Yousfi, qui a proposé au ministre de réactiver la commission mixte en vue de la concrétisation des engagements pris, a réitéré la disponibilité de son syndicat à "contribuer à tous les efforts permettant au secteur de se développer dans un climat favorable basé sur le dialogue, la concertation et la confiance", en comptant sur les efforts l'Administration centrale en vue d'avoir le plus de visibilité sur les aspira-

tions des praticiens spécialistes et les dossiers en instance.

Ainsi, cette rencontre était une occasion pour les membres du bureau national du SNPSSP de rappeler leurs préoccupations socioprofessionnelles ainsi que les défis auxquels ils font face sur le terrain. Ils se sont également félicités, à cet égard, du dialogue et de la concertation auxquels a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres", ajoute la même source.

Cette rencontre ministère-syndicat qui a été consacrée à l'examen de plusieurs questions intéressant les praticiens spécialistes de santé publique, intervient dans le cadre du renforcement du dialogue avec les partenaires sociaux, auquel a appelé le président Tebboune. Compte tenu de la priorité absolue que revêt le dossier de la réforme hospitalière, Pr. Ismail Mesbah, a salué la participation du syndicat lors des consultations qu'il avait initiées et attend d'autres contributions concernant les différents thèmes soumis eu débat.

TRANSPORT TERRESTRE DES VOYAGEURS

Intensification des dessertes durant les derniers jours du mois de ramadhan et l'Aïd el Fitr (SOGRAL)

La société de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'intensification des dessertes durant les derniers jours du mois de ramadhan et de l'Aïd el Fitr afin de répondre à la forte demande lors de cette période. "A chaque occasion religieuse ou nationale, la SOGRAL veille à améliorer sa disponibilité pour une meilleure maîtrise du nombre important des voyageurs à travers l'ensemble des gares routières. Compte tenu de la particularité de cette année car coïncidant avec la crise sanitaire mondiale, la société a mis en place un programme exceptionnel pour la gestion et la garantie d'un service de qualité avant et pendant les jours de l'Aïd el Fitr", précise le communiqué.

Ce programme porte sur l'intensification du nombre de voyages durant les 10 derniers jours du mois de ramadhan et les deux jours de l'Aïd el Fitr, et ce, en coordination avec les différentes directions de transports des wilayas, en sus de la mise en place d'un plan d'action avec les différents corps de la sûreté nationale et de la Protection civile dans le souci de préserver l'ordre public au sein des gares et de garantir une intervention rapide dans les cas urgents notamment avec l'augmentation du nombre de voyageurs. Il a été décidé également de doubler le nombre des agents d'hygiène, de sécurité et de maintenance à toutes les gares à travers la suspension de tous les week-end et les congés de récupération des travailleurs jusqu'à l'après Aïd. La SOGRAL a décidé, en outre, de recourir au système de rotation au niveau de toutes les gares routières dans l'objectif de garantir un service 24/24h. Concernant le respect du protocole sanitaire, la société a adopté une série de mesures préventives, dont l'utilisation d'un thermomètre à l'entrée de la majorité des gares routières, le respect des portes d'entrée et de sortie des gares à même de permettre le respect de la distanciation physique en mettant en place des signaux sur le sol et devant les guichets de vente de tickets dans le souci d'éviter l'encombrement. Il sera procédé à la désinfection des gares en obligeant les voyageurs et les transporteurs à porter des bavettes, outre la sensibilisation quant à l'impératif de désinfecter les bus avant chaque départ et d'éviter l'encombrement dans les quais. Les transporteurs seront tenus de réduire à 50% le nombre de voyageurs, et ce, en coordination avec l'ensemble des partenaires sociaux et les usagers, conclut le communiqué.

UNIVERSITÉ

La phase prochaine impose aux établissements universitaires une adaptation aux nouvelles données socioéconomiques (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a affirmé lundi à Sétif que "la prochaine phase impose aux établissements universitaires une adaptation aux nouvelles données socioéconomiques". Lors de son intervention à l'université El Bez Sétif 1, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, le ministre a précisé que "la phase prochaine impose aux établissements universitaires de s'adapter aux nouvelles données socioéconomiques et cadrer avec la vision prospective du secteur et les évolutions enregistrées partout dans le monde".

Il s'agit, selon le responsable, de l'optimisation de la qualité de la recherche, la formation, la gouvernance et de s'orienter vers l'excellence", a-t-il indiqué, estimant que "beaucoup a été réalisé sur le terrain de façon palpable, traduit par les réalisations scientifiques accompagnées par une révision de l'arsenal juridique et réglementaire régissant le secteur".

Exhortant les directeurs des établissements de l'enseignement supérieur à s'impliquer dans les projets de recherche dans le cadre des programmes nationaux, le ministre a rappelé l'appel à candidature pour proposer des projets de recherche,

lancé le 8 mai courant. L'appel à candidature, poursuivit M. Benziane, intervient après "parachèvement de l'arsenal réglementaire, publication du décret relatif aux activités de la recherche scientifique et définition des récompenses pécuniaires élargies aux professeurs chercheurs, permanents et aux compétences exerçant dans le secteur économique public et privé ainsi qu'aux compétences algériennes à l'étranger".

A ce titre, le ministre a fait état de "la création d'une plateforme numérique pour recevoir les demandes de participation", exhortant les compétences scientifiques au

niveau de la cité universitaire de Sétif à s'engager dans la proposition des projets de recherche à même de servir le tissu économique de la wilaya et de renforcer les programmes nationaux de recherche.

Il a en outre appelé à la participation effective dans la Semaine nationale scientifique qui vise à atteindre le degré d'excellence escompté, notamment à travers la présence effective des établissements universitaires et de recherche de Sétif dans cet événement, prévu du 17 au 20 mai 2021 à l'Université d'Alger, ajoutant qu'il s'agit d'une nouvelle tradition qui a pour objectif de valoriser les efforts de la re-

cherche. Au début, le ministre avait visité la ville d'El Eulma où il a inauguré une résidence universitaire de 1000 lits à l'Ecole nationale des enseignants Messaoud Zeggar, une bibliothèque centrale à l'Université de Sétif 1. Il s'est également enquis des travaux de recherche réalisés au niveau de l'unité de recherche en sciences et nanotechnologie relevant du Centre des technologies avancées d'El Bez, présidant la cérémonie d'installation de M. Mohamed El Hadi Latrache en sa qualité de nouveau président de l'Université de Sétif 1 "Ferhat Abbès" en remplacement de M. Abdelkrim Benyaïche.

AFFAIRES RELIGIEUSES-SMA

Convention de partenariat et de coopération

Une convention de coopération et de partenariat a été signée lundi à Alger entre le ministère des Affaires religieuses et des wakfs et les Scouts Musulmans algériens (SMA), visant à "élargir le cercle des programmes de solidarité sociale et renforcer les valeurs religieuses et nationales auprès des jeunes".

A l'issue de la signature de la convention qui a eu lieu en marge d'une conférence scientifique intitulée "La joie de l'Aïd" organisée à Dar El Imam à El Mohammadia, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a affirmé que la convention "représente une continuité du travail qui se déroule au niveau des écoles coraniques et des mosquées en coordination avec les SMA, pour permettre l'expansion des domaines et des programmes de solidarité sociale, et le renforcement des valeurs religieuses et nationales auprès des nouvelles générations et des

jeunes". Le ministre a rappelé la période de la pandémie du Coronavirus, où "les efforts ont été unifiés pour éduquer et sensibiliser les gens sur les dangers de cette pandémie, outre les opérations de nettoyage et de désinfection des mosquées, qui ont connu une large participation des scouts". "L'établissement de ponts de coopération concerne l'aspect social, notamment la solidarité, à travers la convention signée avec les SMA, qui passera par un comité et un mécanisme de suivi de ces activités, que ce soit dans les écoles coraniques, les mosquées ou les quartiers, a ajouté le M. Belmehdi. Le même responsable a expliqué que "l'imam, qui constitue une figure efficace dans la société, peut être une source principale de sensibilisation et d'éducation pour les jeunes, ainsi que les SMA, considérés comme une école des valeurs et de la morale". Et d'ajouter : "L'accréditation du Mouvement

scout en Algérie en tant qu'association nationale d'utilité publique et l'institution de la journée du chahid en tant que journée nationale, est une reconnaissance de tout ce que ce mouvement avait fourni pendant la guerre de libération et de ce qu'il offre aujourd'hui à l'Algérie". Pour sa part, le commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui a affirmé que "la signature d'une convention de partenariat avec un secteur de l'importance du ministère des Affaires religieuses et des wakfs permettra au mouvement des SMA de soutenir les efforts communs consentis par le secteur et l'Etat pour ancrer les valeurs de nationalisme chez les nouvelles générations, et partant les prémunir contre les différents fléaux". La convention tend à "intensifier les programmes de solidarité et d'entraide en prévision de leur vulgarisation dans la société", a-t-il souligné, précisant qu'il

sera procédé en cette "période sensible à la diffusion des valeurs nationales d'unité et de cohésion dans les rangs du peuple et la préservation des constantes nationales". Ledit document offrira également "l'opportunité de lancer des projets de coopération et mener des actions entre les différents établissements du secteur des Affaires religieuses et des wakfs, les écoles coraniques et les différentes sections des scouts à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la réalisation des objectifs et des programmes communs". Le ministre des Affaires religieuses a réaffirmé l'impératif de se conformer au protocole sanitaire de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus. Aussi, a-t-il préconisé la veille de l'Aïd el Fitr de répandre la joie et de consacrer les moments de famille en ces jours de fête.

TLEMCCEN

Le plaisir de préparer les gâteaux de l'aïd se perd

La préparation des gâteaux traditionnels pour fêter dans l'allégresse l'avènement de l'Aïd el fitr est une tradition qui commence à se perdre à Tlemccen, où les ménagères préfèrent acquérir ce dont elles ont besoin auprès des traiteurs et de certaines familles versées dans ce créneau.

A quelques jours de la fin du mois de ramadhan, c'est la course contre la montre dans tous les foyers tlemccéniens. Les femmes s'attellent à garnir la table de l'aïd de toutes sortes de gâteaux et friandises faisant la réputation de la capitale des "zianides". "Samsa" et "cigares truffés d'amande", makrout aux amandes ou à la pâte de dattes, "griweche", "Kâak", "Ghribiya" : autant de préparations qui titillent les palais des membres de la famille et des invités. Ces dernières années, le plaisir de se retrouver en famille pour préparer les gâteaux de l'aïd s'émousse. Les ménagères et les travailleuses préfèrent acheter leurs gâteaux auprès des traiteurs ou des pâtisseries spécialisées par manque de temps ou en raison des prix excessifs des ingrédients entrant dans la composition de ces mets sucrés. Sur les marchés de la ville, les cacahuètes sont proposées à 400 Da le kilo, les amandes et les noix se vendent entre 1.900 et 2.300 DA le kilo et près de 3.500 DA le kilo pour les noisettes et la pistache. Mme Berber Samia, mère de famille, a indiqué à l'APS qu'elle a pris pour habitude de préparer chez elle ses gâteaux comme "Samsa", "griweche" ou encore "Makrout à la pâte de dattes". Elle se souvient des veillées familiales d'antan au cours desquelles les femmes d'une même famille se retrouvent pour confectionner les gâteaux dans une ambiance fraternelle et conviviale. Les plateaux chargés de mille et une forme de gâteaux sont ensuite portés par les jeunes et les enfants



jusqu'au four traditionnel du quartier où le "ferane" s'occupe de leur cuisson. Pour sa part, Mme Kraouti Leïla précise que la dernière décade du mois du ramadhan est consacrée à la préparation des gâteaux de l'aïd. Elle reconnaît toutefois qu'elle ne prépare que deux ou trois sortes de mets "pour perpétuer la tradition", dit-elle et pour répondre à la demande des siens. Ces gâteaux qu'elle prépare n'exigent pas beaucoup d'ingrédients et se préparent avec des produits à la portée de toutes les bourses, explique-t-elle.

Les pâtisseries très sollicitées

Ces derniers jours, les commerces proposant des gâteaux, situés près de la grande mosquée, au centre-ville de travail, connaissent une forte demande de la part d'une clientèle désirant acquérir ce dont elle a besoin pour marquer dans la joie et la bonne humeur l'aïd el fitr. Bakhchi Mounâm, propriétaire d'un magasin, a précisé que la demande est exprimée aussi bien pour les modèles traditionnels que modernes. Sa clientèle est principalement constituée de femmes

travailleuses, de cadres et de professions libérales. Celles-ci, par manque de temps et compte tenu de leurs obligations, sont contraintes d'acheter leurs gâteaux au lieu de les préparer à domicile.

Pour répondre à la forte demande, Bakhchi a doublé le nombre de ses travailleurs qui assurent jour et nuit la préparation des commandes de la clientèle variant entre les demandes de gâteaux traditionnels et modernes. Les prix des gâteaux préparés varient selon la nature des ingrédients utilisés. "Les prix oscillent entre 400 et 3.000 DA le kilo. Les gâteaux modernes sont plus chers au vu des ingrédients entrant dans leur préparation comme le lait, le chocolat, les colorants, les aromes et autres ainsi les fruits secs", explique-t-il. Plusieurs femmes rencontrées dans ce commerce indiquent qu'elles n'achètent que de petites quantités de diverses variétés de gâteaux "afin de ne dépasser le budget initialement dérogé à cet effet", explique l'une d'entre-elles. D'autre part, une certaine "concurrency" est à relever entre les gâteaux traditionnels et ceux dits "de prestige".

Ces derniers sont préparés avec des produits raffinés et coûteux. Leur confection nécessite du temps, un savoir-faire et un travail minutieux de la part de confiseurs et de pâtisseries chevronnés qui font preuve d'ingéniosité dans les formes et dans la décoration de ces mets sucrés, comme l'indique, Lalout Wafa, une spécialiste dans la confection des gâteaux traditionnels. Elle explique que ces produits de prestige sont proposés à des prix fort élevés que seules des familles aisées peuvent les acquérir. Ce genre de gâteaux est demandé par des futures mariées qui tiennent à accueillir "comme il le faut" leurs belles-familles, venant leur rendre visite le jour de l'aïd. Après les fortes dépenses consacrées aux achats des fruits, des légumes et autres produits nécessaires pour embellir la table ramadhaneque, et les lourdes factures occasionnées par l'achat des vêtements de l'aïd aux enfants, la préparation des gâteaux ou leur achat auprès des professionnels va grever davantage le porte-monnaie de nombreuses familles. Après le ramadhan viendra le temps des bilans financiers.

TIPASA

Le glissement de terrain à l'hôpital de Koléa dû à la corrosion de la conduite principale des eaux usées

L'érosion de la conduite principale des eaux usées et pluviales a causé un "important" glissement de terrain au niveau de l'hôpital Fares Yahia de Koléa, selon les premiers résultats des enquêtes réalisées par les services techniques de la wilaya de Tipasa.

Le glissement de terrain, enregistré dernièrement au niveau de la partie Sud de l'hôpital Fares Yahia construit en 1943, a été à l'origine de l'effondrement du mur d'enceinte et à l'émission d'odeurs nauséabondes suite à la dégradation de la conduite principale des eaux usées. Un problème requérant une prise en charge dans "les plus brefs délais" a indiqué, lundi, le président de la commune de Koléa, Kouider Youcef. Selon le premier constat technique réalisé par les services de la wilaya (directions des ressources en eau et des travaux publics) "l'origine principale de ce glissement de terrain est due à l'érosion des fondations de la conduite principale des

eaux usées et pluviales se déversant dans l'Oued Mazafran et traversant le centre-ville de Koléa, via l'hôpital Fares Yahia", a déclaré à l'APS le wali de Tipasa, Labiba Ouinaz.

Des instructions ont été données à la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, a-t-elle ajouté, pour réaliser une étude technique afin de protéger le site et renforcer cette structure sanitaire vitale.

Mme. Ouinaz a signalé, en outre, s'être déplacée sur les lieux pour "constater sur place l'ampleur de l'incident et discuter avec les responsables de cet hôpital et ceux de la commune de Koléa des solutions susceptibles d'être apportées à ce problème", a-t-elle souligné. Pour rappel, le premier glissement de terrain, causé par cette conduite principale des eaux usées, remonte à l'an 2000, mais le problème persiste toujours en dépit du risque encouru tant pour la santé publique que pour cet établissement sanitaire.

MÉDÉA

Mise en place d'un dispositif d'indemnisation des agriculteurs de Beni-Slimane (Ministre)

Un dispositif d'indemnisation des agriculteurs affectés par les récentes inondations de Beni-Slimane (wilaya de Médéa) sera mis en œuvre, sans tarder, afin de permettre la relance de l'activité agricole dans cette région, a indiqué lundi à Médéa, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hamdani.

"Nous allons reconduire le même dispositif d'indemnisation qui a été appliqué lors des incendies de forêts de l'été 2020" a affirmé Hamdani lors de sa visite d'inspection de la plaine de Beni Slimane, précisant que ce dispositif va prendre en charge les dégâts occasionnés par les inondations, qu'il s'agisse de semences, de plantations ou d'équipements agricoles".

Le ministre a précisé que ces indemnisations se feront en nature pour les agriculteurs qui n'ont pas

contracté de police d'assurance, qui sont de l'ordre de 97%, qui se verront livrer les quantités de semences de pommes de terre, de plants arboricoles et d'équipement endommagés, suite à ces inondations, indiquant que les agriculteurs qui ont souscrit une police d'assurance auprès de la Caisse régionale de mutualité agricole (Crma), seront remboursés suivant le taux défini pour le produit assuré.

Un rééchelonnement, d'une année ou plus, a été décidé pour les détenteurs de crédit « Rfig », a fait savoir le ministre de l'Agriculture, tout en estimant qu'il est temps d'aller vers un système d'assurance agricole complet et de remplacer les formes d'indemnisation et d'aides actuelles par un crédit mutuel rural qui prendra en charge tous les aspects liés à l'assurance de l'activité agricole.

AIN TÉMOUCHENT

Réception de 28 nouveaux stades de proximité

Vingt-huit (28) nouveaux stades de proximité tapissés de gazon artificiel sont venus renforcer le parc d'infrastructures sportives de la wilaya d'Aïn Témouchent, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur, Amine Meziane Cherif. Ces nouvelles structures, réceptionnées l'année dernière et au courant de cette année, s'inscrivent dans le cadre du projet de réalisation de 30 stades de proximité, lancés en travaux l'année dernière, dont 28 ont été réceptionnés, alors que les travaux se poursuivent pour la réalisation de deux autres dans la commune de Aghlal et dans le village de Djouabra, commune de Sidi Safi, qui a accusé un retard vu la nature rocheuse du terrain des deux sites. Le programme de réalisation de 30 stades de proximité, inscrit à la faveur de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour une enveloppe financière de l'ordre de 1,35 milliard DA, a touché toutes les communes de la wilaya avec une priorité accordée aux zones d'ombre, a souligné M. Meziane Cherif. Le secteur de la jeunesse et des sports d'Aïn Témouchent supervise la réhabilitation de 18 stades communaux.

M'SILA

Plus de 800 commerçants concernés par la permanence de Aid EL Fitr

Les services de la direction du commerce de la wilaya de M'sila ont tracé un programme de permanence pour assurer les services durant les deux jours de Aid El Fitr qui concerne 800 commerçants et opérateurs économiques, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

La liste des concernés par la permanence de l'Aid a été établie, en concert avec divers intervenants, ont précisé les mêmes services expliquant que le dispositif de permanence touche plusieurs activités (boulangeries, cafés, cybercafés, pharmacies, restaurants, vendeurs des fruits et légumes, épicerie, taxiphones)

ainsi que des transporteurs de voyageurs en milieu urbain. Plusieurs brigades de contrôle du secteur du commerce seront sur le terrain pour s'assurer du respect de la permanence par les commerçants retenus qui risquent des sanctions dans le cas où ils n'assurent pas leurs services sans justification valable, a-t-on indiqué.

Les stations-service fonctionnelles au niveau des communes de la wilaya de M'sila, travailleront 24 h / 24 durant les deux jours de l'Aid, pour distribuer du carburant aux automobilistes et des bouteilles de gaz propane aux citoyens des zones rurales, notam-

ment, a-t-on noté. Pour Aid El Fitr 2021 et afin d'assurer aux citoyens un approvisionnement régulier en produits alimentaires de large consommation, le ministère du commerce annonce qu'un programme de permanences a été tracé à l'échelle nationale, avec la réquisition de 50.042 commerçants dont 5.886 boulangers, 30.752 commerçants activant dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 12.953 dans activités diverses et 451 unités de production (131 laiteries, 276 minoterie et 44 unités de production d'eau minérale), rappelle-t-on.

ENERGIE RENOUVELABLES Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la production de 3.000 chauffre-eau solaires



Un appel à manifestation d'intérêt à l'adresse des industriels pour la réalisation d'un programme pilote de production de 3.000 chauffe-eau solaires sera lancé "demain ou au plus tard après demain", a indiqué lundi le Secrétaire général du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Mohamed Salah Bouzeriba.

Cet appel qui sera lancé par l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), est "le fruit d'un travail qui a duré près de six mois impliquant quatre ministères, celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, celui de l'Énergie et des Mines, de l'Industrie et le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables", a noté M. Bouzeriba lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile.

La cahier des charges concernant le chauffe-eau solaire a été élaboré à partir de deux prototypes fournis par l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (GTP), qui avait fabriqué 2.000 chauffe-eau solaires en 2012, et "avec la collaboration active de tous les partenaires", a expliqué le SG du ministère.

Ce cahier des charges a été finalisé suite à des tests réalisés, pendant près de trois mois, sur ces deux prototypes au niveau de la plateforme d'essai du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) et qui ont abouti à des recommandations par rapport à certaines caractéristiques, a-t-il ajouté.

Chaque fabricant intéressé par cet appel devra soumettre un prototype de chauffe-eau solaire qui subira des essais, a expliqué le même responsable dans une déclaration à l'APS.

Dans le cas où son produit est conforme au cahier des charges, l'industriel sera retenu dans la liste des fabricants qui fourniront le marché et dont les produits seront éligibles au Fond pour la maîtrise de l'énergie qui le soutiendra à hauteur de 45%, a-t-il souligné.

Le Secrétaire général a révélé qu'un prix public "abordable" qui avoisinera les 80.000 dinars (sans compter les frais d'installation) a été proposé par le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables.

M. Bouzeriba a évoqué, en outre, "le lancement de deux autres grandes actions": la création de petites entreprises spécialisées dans l'installation des chauffe-eau solaires, en collaboration avec le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise, en plus de la mise en place d'un label qualité dénommé "Alsol", en référence au premier programme de chauffe-eau solaire "Algérie-soleil" et cela en collaboration avec l'Institut algérien de normalisation (IANOR).

Ce label devrait permettre "de fixer les règles du marché, de protéger le consommateur et le marché national", tout en étant un argument commercial pour les fabricants dont la qualité de travail aura été avérée.

Le responsable a précisé que ce label fera foi de certification de produit, "pour le moment", vu que seules les normes "fondamentales" ont été prises en ligne de compte, "pour garantir un minimum de qualité", mais le ministère compte aller au-delà de cela en intégrant les autres normes.

CLIMAT DES AFFAIRES

Le CNESE examine les moyens d'améliorer le classement de l'Algérie dans le rapport Doing business

L'amélioration du classement de l'Algérie dans le rapport Doing business de la Banque mondiale (BM) a été au centre d'une série de rencontres organisées par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) qui prend désormais en charge ce dossier, a indiqué lundi le Conseil dans un communiqué.

"S'inscrivant en droite ligne des engagements du président de la République contenus dans son programme, notamment celui s'attachant aux libertés économiques et à l'amélioration de l'environnement des affaires et de la promotion de l'investissement, le Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE) a, en présence des secteurs et entités directement concernés par cette problématique, organisé une série de rencontres pour identifier les noeuds gordiens auxquels l'Algérie doit faire face afin d'asseoir une véritable réforme structurelle et prospectiviste", a expliqué la même source.

Ces rencontres visent, selon le CNESE, "à la promotion de l'investissement productif, la création d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et l'amélioration des facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE)". A



la faveur de ces rencontres, le CNESE a procédé à l'examen du rapport Doing Business (classement de la Banque mondiale) dont la gestion lui a été confiée. Dans ce cadre, il a été établi trois "perspectives axiales" et qui constituent "le socle de la feuille de route élaborée lors desdites rencontres tenues en présence des différentes parties prenantes",

a fait savoir le communiqué.

Il s'agit du rehaussement du Comité national dédié à l'amélioration de l'environnement des affaires, de l'installation des groupes de travail techniques de haut niveau pour le suivi des indicateurs qui concourent au "ranking" pays établi dans le cadre du Doing Business ainsi que la

mise à jour du plan d'action dudit Comité national.

Rappelant la suspension décidée par la Banque mondiale quant à la publication du rapport Doing Business en raison "d'irrégularités" dans les données relayées dans ses rapports de 2018 et 2020, le CNESE a souligné avoir formulé des propositions, via une plateforme électronique ouverte aux pays membres, pour la révision et l'amélioration de la méthodologie observée jusqu'ici, par cette institution. A cet effet, le Conseil a émis le point de vue et les observations des autorités algériennes quant aux limites de la méthodologie Doing Business et la "subjectivité de quelques contributeurs", tout en formulant des préconisations du CNESE et des membres du Comité national pour améliorer la méthodologie et lever toute incohérence dans l'évaluation des pays, a-t-on souligné de même source.

AGRICULTURE

M. Hamdani insiste sur l'"impératif" de sauver la saison agricole et "d'optimiser" la collecte de céréales

Il est "impératif" de sauver la saison agricole et d'optimiser l'opération de collecte de céréales au titre de la campagne moisson-battage 2021, a estimé lundi le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, en visite de travail à Beni-Slimane, à l'Est de Médéa.

"Nous n'avons d'autres choix que de trouver les solutions qui nous permettent de faire face à la sécheresse et à ses impacts sur l'agriculture", a indiqué à l'APS le ministre en marge de son déplacement à la Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLÉS) de Beni-Slimane. Il a assuré que son département ministériel a réussi, grâce également au concours du ministère des Ressources en eau, à régler le



problème d'eau rencontré par les producteurs de tomates industriel et de pomme de terre au niveau des wilayas de Chlef et Ain-Defla.

"Tous les moyens doivent être mis en place pour réduire les effets de la sécheresse sur

la production agricole", a souligné M. Hamdani, soutenant qu'il est "primordial de mobiliser toutes les énergies" pour trouver des "alternatives" au manque de pluviosité.

L'autre défi qui attend le secteur de l'agriculture, l'aug-

mentation du volume de collecte des céréales, lors de la présente campagne moisson-battage, car, a-t-il dit, "chaque grain collecté, représente une somme d'argent en devise forte à économiser", a estimé le ministre, tout en insistant auprès de l'ensemble des intervenants de la filière céréalicultrice à "conjuguer leurs efforts" et relever ce défi.

Le "rendement" et "l'économie d'argent" sont les deux principaux axes d'intervention lors de la présente campagne moisson-battage, a soutenu le ministre, assurant qu'atteindre l'objectif tracé, à savoir augmenter "sensiblement" le volume de collecte des céréales permettra de "se libérer progressivement de notre dépendance" des marchés extérieurs.

COMMERCE

Un atelier pour définir les moyens de régulation des besoins du marché national

Un atelier sur les méthodes et normes de définition de la consommation nationale des différents produits a été organisé, lundi à Alger, en vue connaître les besoins du marché.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'instruction du Président de la République lors du Conseil des ministres du 2 mai courant portant création d'un nouveau réseau de statistiques en tant que mécanisme reposant sur des véritables indicateurs pour une économie transpa-

rente. Cette plateforme vise à définir avec précision les besoins nationaux à travers la régulation des données liées à la production, à l'importation et à la consommation nationale à travers toutes les communes du pays.

Le ministre a souligné, dans ce sens que cet atelier qui revêt une importance "majeure", vient en prolongement du travail mené par son département en collaboration avec d'autres ministères et instances pour l'élaboration d'un fichier national de produit algérien.

La maîtrise de l'approvisionnement

du marché et la définition exacte de ses besoins "constituent un levier clé de la gestion des différentes ressources et un outils essentiel de gestion des importations", a relevé M. Rezig.

Il a estimé, dans ce cadre, que la définition exacte et précise des prévisions de consommation nationale implique la contribution de toutes les institutions de l'Etat à travers la mise en place d'une feuille de route unifiée permettant de renforcer les capacités de production".

PÉTROLE

Le Brent en légère baisse à 67,99 dollars à Londres

Les cours du brut reculaient mardi, la situation tendant à se normaliser aux Etats-Unis après l'annonce par l'opérateur américain d'oléoducs Colonial Pipeline, dont l'activité a été perturbée par une cyberattaque, de la reprise de ses opérations "d'ici la fin de la semaine".

Vers 09H55 GMT (11H55 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 67,99 dollars à Londres, en baisse de 0,48% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juin perdait 0,52%, à 64,58 dollars.

Le pétrole s'inscrit en baisse "alors que les craintes d'une panne prolongée de Colonial Pipeline se sont atténuées", a commenté Neil Wilson, analyste de Markets.com.

La société américaine, qui transporte 45% des carburants depuis les raffineries autour du Golfe du



Mexique vers la côte Est américaine, a été contrainte de fermer ce week-end son immense réseau d'oléoducs

aux Etats-Unis à cause d'une cyberattaque.

Elle a indiqué lundi qu'elle continuait à rouvrir ses lignes de distribution "par étapes" avec pour objectif de rétablir l'essentiel des opérations "d'ici la fin de la semaine", après avoir déjà commencé dimanche à rouvrir une petite partie de ses lignes de distribution entre les terminaux.

"La réaction à cette panne a été étonnamment modeste", a jugé Tamas Varga, de PVM, pour qui le petit mouvement de surchauffe initial lundi était prévisible de même que la baisse observée depuis.

ENERGIES RENOUVELABLES

Les énergies renouvelables se développent à un rythme plus vu depuis 20 ans (rapport AIE)

Les énergies renouvelables ont connu en 2020 une croissance plus vue depuis deux décennies, portée par la Chine et l'éolien, un rythme qui va devenir "normal" dans les prochaines années, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié mardi.

Environ 280 gigawatts (GW) de capacités supplémentaires de production d'énergie renouvelable ont vu le jour en 2020, 45% de plus par rapport aux nouveaux ajouts comptabilisés en 2019, soit l'équivalent de la capacité totale des 10 pays d'Asie du sud-est réunis dans l'ASEAN, rapporte l'AIE.

Il s'agit aussi de la plus forte hausse annuelle depuis 1999, qui est portée par l'augmentation de 114 GW des capacités dans l'éolien, une hausse quasi double de celle de 2019 (+90%), et par la Chine.

Cette dernière a compté l'an dernier

pour la moitié de la croissance des capacités renouvelables dans le monde, à la suite d'une ruée pour terminer des projets avant la fin prévue de subventions publiques.

"L'an passé, la hausse des capacités renouvelables a représenté 90% de la croissance mondiale du secteur de la production d'énergie", souligne Fath Birol, directeur exécutif de l'AIE, cité dans un communiqué de presse accompagnant le rapport.

Et d'encourager les gouvernements à poursuivre cette "dynamique encourageante": "un développement massif de l'électricité propre est essentiel pour donner au monde une chance d'atteindre ses objectifs de zéro (émissions de CO₂, ndlr) net", a-t-il averti.

L'AIE prévoit ainsi malgré tout une hausse des émissions de CO₂ en 2021 "à cause d'une progression parallèle du recours au charbon". Le rythme de

croissance enregistré en 2020 "est appelé à devenir la +nouvelle norme+, avec environ 270 GW de capacité renouvelable en voie d'être ajoutée en 2021 et près de 280 GW en 2022, malgré un ralentissement en Chine", a estimé l'agence.

La croissance de l'éolien devrait ralentir un peu en 2021 et 2022, tandis que le solaire "va continuer de battre des records", avec des capacités supplémentaires atteignant plus de 160 GW d'ici 2022, confortant sa position de "nouveau roi" des marchés mondiaux de l'électricité, selon l'AIE.

La résurgence de la pandémie de Covid-19 crée une incertitude pour 2021 en Inde, estime l'agence, tandis qu'aux Etats-Unis, la croissance des capacités renouvelables pourrait s'accélérer si le gigantesque plan d'investissements dans les infrastructures du président Biden se concrétisait.

FISCALITÉ

L'OCDE recommande d'augmenter l'impôt sur les successions (rapport)

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a recommandé dans un rapport publié mardi d'augmenter l'impôt sur les successions ou donations, dont les recettes sont très faibles en raison des exemptions et abattements, afin de lutter contre les écarts de richesse qui se sont encore creusés depuis un an.

Cette nouvelle livraison de l'OCDE part d'un constat: "le patrimoine des ménages est fortement concentré dans le haut de la distribution" et "la part du patrimoine détenue par les plus riches a augmenté" depuis la fin du XX^e siècle.

Ainsi, sur un panel de 27 pays de l'OCDE ayant communiqué leurs données, les 10% les plus riches possèdent la moitié du patrimoine total, 18% étant même concentré entre les mains du 1% le plus riche.

Face à cela, l'impôt sur les successions ou donations représente seulement 0,5%

en moyenne des recettes budgétaires, car les bases fiscales sont extrêmement réduites", a souligné Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, lors d'une conférence de presse lundi.

Avec, au sein de cette moyenne basse, des écarts entre la Corée, la Belgique ou la France, où la part des recettes fiscales tirées de cet impôt tend vers 2%, et les Etats-Unis où elle représente moins de 0,25%.

L'étroitesse des assiettes fiscales s'explique par les nombreuses exonérations (assurance vie, résidence principale, transmissions d'entreprise, etc.) mais aussi les abattements conséquents appliqués aux transmissions de patrimoine aux enfants, avec des seuils là aussi variables: à partir de seulement 17.000 dollars en Belgique mais de 11 millions de dollars aux Etats-Unis.

Selon Pascal Saint-Amans, ces exemptions, qui favori-

sent l'optimisation et la fraude fiscale, ont "des effets régressifs: plus la richesse augmente, plus le taux effectif d'imposition est réduit, contribuant à saper l'équité et renforcer les inégalités". L'OCDE a recommandé donc en particulier d'imposer les bénéficiaires sur les dona-

tions et héritages qu'ils reçoivent tout au long de leur vie plutôt qu'au coup par coup.

Tout en réformant plus largement la taxation du capital: "l'instauration d'impôts bien conçus sur les revenus du capital, notamment sur les plus-values, doit également être une priorité".

JAPON

Le groupe Panasonic a annoncé des résultats en net recul pour l'exercice 2020-2021

Le géant japonais de l'électroménager et des batteries électriques Panasonic a annoncé lundi des résultats en net recul sur un an pour son exercice 2020/21 achevé le 31 mars.

Ses ventes ont reculé de 11% sur un an à 6.698,8 milliards de yens (50,6 milliards d'euros), mais ce chiffre d'affaires s'avère supérieur à sa dernière prévision formulée en février (6.600 milliards de yens). Ses ventes ont reculé dans tous les secteurs d'activité sur l'ensemble de l'exercice, en particulier dans les solutions pour la maison (éclairage, énergie, ventilation, etc.) et les solutions connectées pour les entreprises.

Panasonic a réalisé un bénéfice net annuel de 165,1 milliards de yens (1,2 milliard d'euros), contre une prévision de 150 milliards de yens, soit un recul de 27% sur un an.

Son bénéfice opérationnel s'est établi à 258,6 milliards de yens (1,9 milliard d'euros), supérieur à sa prévision de 230

milliards de yens, mais en baisse de 12% par rapport à 2019/20. Pour l'exercice 2021/22 entamé le 1er avril, Panasonic a formulé des prévisions plus optimistes et prévoit un bénéfice net de 210 milliards de yens (1,6 milliard d'euros), ce qui serait une augmentation de 27% sur un an, grâce à l'augmentation de ses ventes avec la reprise économique mondiale et l'optimisation en cours de la structure du groupe, avec des entités vouées à devenir plus autonomes pour gagner en agilité.

La société table sur un bénéfice opérationnel de 330 milliards de yens (2,5 milliards d'euros), soit une hausse de 28% par rapport à l'exercice écoulé, et des ventes en légère progression (+4%) à 7.000 milliards de yens (environ 53 milliards d'euros).

APS

FRANCE

Le groupe Alstom affiche un bénéfice net en baisse de 47% sur l'exercice 2020/2021

Le constructeur ferroviaire français Alstom a publié mardi ses premiers résultats depuis le rachat de Bombardier Transport, affichant un bénéfice net en baisse de 47% à 247 millions d'euros sur son exercice 2020/2021. Le chiffre d'affaires annuel du groupe élargi a progressé de 7% à 8,785 milliards d'euros, tandis que l'acquisition de Bombardier lui a permis de faire croître son carnet de commandes de 82% par rapport à la fin de l'exercice précédent, soit 74,537 milliards au 31 mars: 42,5 milliards côté Alstom, 32 milliards côté Bombardier. Sur le périmètre "historique" d'Alstom, le bénéfice net ressort à 307 millions d'euros (-34%), avec un chiffre d'affaires à 7,660 milliards (-7%): Bombardier lui a donc apporté 1,125 milliard de chiffres d'affaires et coûté 60 millions de résultat net.

Alstom a comptabilisé une charge exceptionnelle de 68 millions d'euros liée aux surcoûts entraînés par le Covid-19, et une autre de 117 millions de "frais de transaction et d'intégration" liés à l'acquisition de Bombardier Transport, dont l'intégration est jugée "complètement engagée et conforme avec le calendrier". "La dynamique commerciale est restée forte cette année, attestant des fondamentaux solides du secteur", s'est félicité le PDG Henri Poupart-Lafarge, cité dans le communiqué.

"Le chiffre d'affaires a bien résisté malgré l'impact de la première vague (de la pandémie de Covid-19) sur nos opérations et le groupe a délivré une performance opérationnelle solide avec des résultats positifs en termes de profitabilité", a-t-il ajouté.

Alstom a en particulier placé des trains de banlieue aux Etats-Unis, en Espagne et en Allemagne, ainsi que le matériel de la troisième ligne du métro de Toulouse.

La marge opérationnelle du groupe, indicateur mis en avant par la direction, s'est établie à 7,3%, en baisse de 0,4 point sur un an: elle a progressé à 8% sur l'ancien périmètre d'Alstom mais n'est que de 2,7% du côté de Bombardier Transport.

La direction veut "rétablir la marge de Bombardier Transport en ligne avec les standards à moyen terme", selon le communiqué.

Engagée dans la "sécurisation" des contrats hérités de Bombardier - dont certains sont jugés compliqués à honorer et/ou déficitaires -, elle a enregistré une provision de 632 millions d'euros pour les risques associés à ces contrats. Le groupe élargi emploie 71.700 personnes et afficherait environ 14 milliards de chiffre d'affaires pro forma (en prenant l'année complète de Bombardier), a relevé la direction.

TOGO

Les envois d'argent de la diaspora ont baissé à 441 millions de dollars en 2020

Les envois d'argent de la diaspora togolaise ont atteint 441 millions de dollars en 2020, en baisse par rapport aux 458 millions en 2019 et aux 451 millions en 2018, a annoncé lundi le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togoais de l'étranger, Robert Dussey. Il s'est exprimé à l'occasion du lancement à Lomé du Guichet diaspora et d'un programme d'action pour le renforcement des contributions de la diaspora au Plan Togo 2025. Ce guichet proposera aux expatriés une plateforme flexible et inclusive capable de répondre aux demandes et attentes de ceux qui sont porteurs de projets, a-t-il indiqué.

PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Diverses formules pour promouvoir la formation (ministre)

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme.Hoyem Benfreha, a indiqué lundi à Touggourt que le secteur offrirait diverses formules de formation pour les personnes aux besoins spécifiques.

"Le secteur assure diverses formules de formation professionnelle en direction des personnes aux besoins spécifiques, dans le cadre de la prise en charge de cette catégorie, qui reste une des priorités de l'Etat", a affirmé la ministre lors d'une visite de travail d'une journée dans cette wilaya.

Dans une allocution prononcée à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle "INSFP- Cahid Hocine Merkhoufi", en présence de cadres du secteur, de stagiaires et de représentants de la société civile, Mme.Benfreha a déclaré que le secteur assure à cette catégorie sociale un cadre de formation adapté lui permettant de valoriser son potentiel scientifique et professionnel.

Ceci, a-t-elle ajouté, en lui offrant moult opportunités, parmi lesquelles des formations au sein d'établissements régionaux spécialisés dans la formation professionnelle, destinés aux handi capés physiques, dans les wilayas d'Alger, Boumerdès, Laghouat, Skikda et Relizane. Le secteur a également ouvert des sections détachées auprès d'organismes relevant des secteurs de la Santé et de la Solidarité nationale, ainsi qu'auprès du mouvement associatif, des mécanismes ayant permis de former des milliers de jeunes aux besoins spécifiques. Durant l'année 2020, par exemple, ont été formés pas moins de 778 handicapés physiques, dont 250 filles, a précisé la ministre.

Et de souligner dans ce contexte que "l'amélioration de la situation de cette catégorie sociale, en veillant à lui donner la possibilité véritablement de s'impliquer et de contribuer au développement économique du pays, était au cœur de l'action du Gouvernement, d'où la nécessité de fédérer les efforts pour valoriser et promouvoir le potentiel et le savoir-faire de cette catégorie".

Mme.Hoyem Benfreha a annoncé, par ailleurs, la conversion du centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) "Moudjahid Mohamed Boukerche", dans la commune de Zaouia El-Abidia (wilaya de Touggourt) et d'un autre dans la commune de Beni-Yakhlef (wilaya de Béni-Abbès) en centres spécialisés de la formation professionnelle pour personnes aux besoins spécifiques (handicapés physiques).

L'ouverture de ce type de centres dans ces deux wilayas du Sud vise à atténuer les contraintes, notamment celles de l'éloignement, et à rapprocher ainsi les structures de la formation des catégories aux besoins spécifiques, a-t-elle dit.

Après, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels s'est enquis des conditions de formation au niveau du CFPA de la commune Zaouia El-Abidia, avant de visiter le siège de Kahrif (filiale du groupe Sonelgaz) où une présentation lui a été faite sur la convention de partenariat signée par le secteur avec cette entreprise, en vertu de laquelle sont assurées des formations pratiques aux stagiaires. Mme Benfreha a présidé, au terme de sa visite de travail, une cérémonie de signature de deux conventions de partenariat liant le secteur de la formation professionnelle à celui de l'Action sociale et la Solidarité nationale et à l'Académie nationale de prévention routière.

La première concerne la coordination sur les différentes opérations en rapport avec la formation pratique des stagiaires et des formateurs ainsi que l'assistance des personnes handicapées.

La seconde porte sur une implication du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans les différentes campagnes de sensibilisation visant à réduire les accidents de circulation.

MASCARA

Remise de décisions d'insertion dans des emplois permanents à plus de 400 jeunes

Une cérémonie de remise de décisions d'insertion dans des emplois permanents à 441 jeunes a été organisée, lundi, au palais des conférences de la wilaya de Mascara.

L'opération, qui a eu lieu à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la mémoire, a concerné les jeunes bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, qui ont été intégrés dans des postes d'emploi permanents au niveau des services

des communes et de la wilaya. Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, qui a présidé la cérémonie, a salué le succès de cette opération d'insertion dans des postes d'emploi permanents au niveau de la wilaya et qui a permis, l'année dernière, d'insérer près de 1.000 jeunes de deux vagues de bénéficiaires du dispositif en question. L'opération se poursuivra pour insérer tous les jeunes concernés à travers les trois vagues, à savoir 6.219 jeunes,

et sera achevée avant la fin de l'année en cours. D'autre part, un documentaire produit par l'institution militaire de l'audiovisuel, intitulé "l'Etat algérien à travers l'histoire, des gloires depuis toujours" a été projeté à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la mémoire à la maison de culture "Abi Ras Ennaciri".

En outre, le coup d'envoi d'un concours destiné aux enfants sur la meilleure disserta-

tion sur la mémoire a été donné, de même qu'un autre concours du meilleur dessin sur le même sujet, par la direction de la culture à l'initiative de la direction de la jeunesse et des sports.

De son côté, la direction de l'action sociale organise un concours similaire destiné aux enfants inscrits aux centres psychopédagogiques.

JOURNÉE MONDIALE DES OISEAUX MIGRATEURS

La préservation de la faune et la flore s'impose à El Tarf

L'importance de la préservation des zones protégées de la wilaya d'El Tarf, région frontalière réputée pour son potentiel naturel exceptionnel (faune et flore) a été soulignée lundi, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des oiseaux migrateurs coïncidant avec le 10 mai de chaque année.

Véritables laboratoires en milieu naturel, fournissant avec précision une indication de la qualité de l'environnement et fonctionnement des écosystèmes et des espèces vivantes tout en contribuant à la diversification de l'économie locale et régionale, ces zones humides et protégées dépendant du Parc National d'El Kala (PNEK) sont continuellement exposées aux risques de dégradation d'où l'importance de la multiplication des campagnes de sensibilisation en direction des populations riveraines et les utilisateurs des forêts, a indiqué le chef du bureau des espèces protégées, de la chasse et des activités de chasse à la conservation des forêts d'El Tarf, Samiha Benrad, lors d'une rencontre entrant dans le cadre de cette célébration, placée sous le slogan "chanter et se lever et planer comme un oiseau". Les



zones humides d'El Tarf, notamment ses six sites constituant un complexe de 16.992 ha, unique en son genre au niveau du parc national d'El Kala (PNEK), forme la zone la plus importante et la plus diversifiée au niveau de la Méditerranée, a-t-elle ajouté en soulignant que les campagnes de sensibilisation, organisées à lon-

gueur d'année au profit notamment des élèves de, différents paliers de l'enseignement, ont pour objectif essentiellement "une prise de conscience quant à la nécessité de protéger et valoriser ce potentiel naturel" fragilisé par les activités humaines, notamment.

Elle a rappelé, dans ce contexte, les efforts consentis

par les différents services (PNEK, forêts, protection civile, environnement...) pour sauvegarder ces refuges adaptés et privilégiés pour la nidification de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs.

Plus de 31.000 oiseaux migrateurs ont été recensés lors de la dernière opération de recensement hivernal international des oiseaux d'eau pour l'année 2021, ayant ciblé différentes zones humides classées à El Tarf (lacs Mellah, bleu, Tonga, Oubeira, celui des oiseaux ainsi que les sites d'Ain Allem à Dréan), a rappelé la même source.

Les préparatifs concernant la deuxième phase de dénombrement des oiseaux migrateurs nicheurs d'ans cette région de l'extrême nord Est du pays, prévue à partir de la mi mai courant, vont bon train, a affirmé la même responsable.

AÏD EL FITR

La Protection civile appelle à la "prudence" pour éviter les accidents causés par certains jouets

La Direction générale de la Protection civile a appelé mardi les citoyens, notamment les parents, à faire preuve de "prudence" pour éviter les accidents que peuvent occasionner certains jouets offerts aux enfants à l'occasion de l'Aïd El-Fitr.

"En prévision de la célébration de l'Aïd El-Fitr et eu égard aux innombrables cas d'accidents (étouffement, blessures graves, étranglement, incendies et brûlures), dont sont victimes chaque année les enfants, et afin de réduire les risques générés par l'achat et l'utilisation de différents types de jouets (jouet à pile, jouet émettant de sons, peluches...etc.

), la Direction générale de la Protection civile appelle les citoyens, notamment les parents à un maximum de prudence en raison de la dangerosité de ces jouets", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La Direction générale de la Protection civile rappelle, à ce titre, que la manipulation des jouets doit répondre à quelques normes de sécurité et précise que "les jouets doivent être adaptés à l'âge de l'enfant", mettant en garde contre "les jouets

usés qui peuvent comporter de petites pièces ou présenter d'autres aspects qui les rendent dangereux pour les plus petits". Elle conseille aux parents de "suivre les recommandations liées à l'âge de l'enfant, lire les avertissements, les messages de sécurité et les instructions d'assemblage qui accompagnent le jouet", de "surveiller toujours les enfants lorsqu'ils jouent" et de "leur montrer comment utiliser les jouets en toute sécurité".

La Protection civile recommande également aux parents de "retirer et jeter rapidement tout emballage de jouet, comme les sacs et les emballages en plastique, la mousse, les broches et les attaches", soulignant que ces objets présentent "un risque d'étouffement ou d'étranglement pour les enfants".

Elle rappelle aux parents aussi la nécessité de "vérifier que les jouets ne présentent aucun danger comme des pièces desserrées ou brisées", et de "jeter les jouets endommagés", soulignant l'importance de les garder hors de la portée des enfants, notamment les moins de

trois ans qui "risquent de s'étouffer avec de petits jouets, de petites balles ou de petites pièces de jouets non fixées ou brisées". La Direction générale de la Protection civile recommande également aux parents d'"éviter les jouets munis de cordes assez longues, en particulier les cordes élastiques ou collantes" parce que l'enfant peut l'enrouler autour du cou et s'étrangler avec et de s'assurer que "le jouet ne contient pas de bouts pointus ou de bords tranchants, car ils présentent un risque de coupures pour les enfants".

Elle conseille, en outre, aux parents de choisir "des jouets robustes et de bonne qualité" car ils "présentent moins de risque", mettant l'accent sur la nécessité de "privilégier les jouets sur lesquels apparaissent les coordonnées du fabricant ou de l'importateur".

Elle rappelle, par ailleurs, aux parents l'importance de "garder tous les jouets, surtout les peluches, à l'abri des sources de chaleur, parce qu'ils pourraient prendre feu et causer des blessures ou des dommages matériels".

Un dispositif sécuritaire préventif de la DGSN

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a mobilisé, à l'occasion de la célébration de l'Aïd El-Fitr, des dispositifs composés de patrouilles motorisées et pédestres outre la mise en place de points de contrôle, a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité. "En prévision de la célébra-

tion de l'Aïd El-Fitr, des dispositifs sécuritaires composés de patrouilles motorisées et pédestres ont été mobilisés outre la mise en place de points de contrôle pour une présence permanente et continue sur le terrain en vue de protéger les personnes et leurs biens, notamment dans les endroits qui connaissent

une forte affluente des familles durant les deux jours de l'Aïd", a précisé la même source. Dans le même cadre, les formations en charge de la sécurité routière seront renforcées par un dispositif devant assurer la fluidité de la circulation au niveau des routes principales et secondaires qui enregist-

rent un dense trafic en pareilles occasions, ajoute le communiqué qui fait état, en outre, de l'appui de ces dispositifs par des hélicoptères de la Sécurité nationale, a ajouté la même source.

La DGSN rappelle le numéro vert 1548 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement.

RUSSIE

Onze morts dans une fusillade dans une école de Kazan

Onze personnes ont été tuées mardi dans une fusillade dans une école de Kazan, grande ville du centre de la Russie, où l'un des tireurs un adolescent a été interpellé et un autre tué, rapportent des agences russes dans un nouveau bilan.

Selon les services de secours cités par les agences Tass et Ria Novosti, onze personnes ont été tuées mardi à Kazan, dont neuf élèves.

Selon Tass, 32 autres personnes ont été blessées.

"Les forces de l'ordre ont arrêté un adolescent, qui est soupçonné d'être à l'origine de la fusillade", a déclaré une autre source au sein des services de secours citée par Ria Novosti, qui ajoute que 21 brigades d'ambulanciers ont été déployées sur place.

Un précédent bilan de cette fusillade communiqué par les médias faisait état de neuf morts dont huit élèves et un enseignant.

Selon le dirigeant du Tatarstan, république de Russie dont Kazan est la capitale, le suspect arrêté était âgé de 19 ans.

"Il avait un permis de port d'arme", a dit Roustam Minnikhanov à la télévision publique.

Selon Interfax, Ria et TASS, un deuxième tireur présumé qui s'était barricadé dans l'école a finalement été tué dans un assaut de la police.

"Nous avons entendu une explosion dans le bâtiment de l'école, nous voyons une forte fumée", avait indiqué précédemment un témoin, cité par Ria



Novosti. "J'étais en classe, j'ai d'abord entendu une explosion, puis des coups de feu", a confirmé à l'agence TASS une enseignante de l'école.

Les autorités du Tatarstan ont annoncé le renforcement des mesures de sécurité dans les autres écoles de la ville.

Kazan, ville de plus de 1,2 million d'habitants, est située environ 700 kilomètres à l'est de Moscou. En novembre

2019, un élève a été tué et trois autres blessés par un camarade qui s'est ensuite donné la mort dans un lycée technique à Blagovetchtchensk, petite ville d'Extrême-Orient russe à la frontière chinoise.

Les autorités ont aussi affirmé avoir déjoué ces dernières années des dizaines de projets d'attaques d'établissements scolaires, des affaires impliquant souvent des adolescents.

INDONÉSIE

Sept morts dans un glissement de terrain sur une mine d'or

Au moins sept personnes ont été tuées et une autre est portée disparue après un glissement de terrain sur une mine d'or en Indonésie, ont annoncé les autorités mardi.

Des pluies torrentielles ont déclenché lundi une coulée de boue charriant des pierres et des débris qui a envahi une mine dans le département de Solok Sud, dans l'ouest de l'île de Sumatra, a déclaré le chef de l'agence locale des secours, Fikri.

Cette catastrophe a fait "au moins sept morts et un disparu", a souligné l'agence dans un communiqué cité

par l'agence AFP. Les sauveteurs ont réussi à dégager neuf survivants de la boue et fouillaient la zone pour tenter de retrouver le mineur porté disparu, a expliqué le responsable, qui comme de nombreux Indonésiens ne porte qu'un nom. "Au début les sauveteurs ont eu des difficultés à évacuer les victimes vers un véhicule de secours parce que le terrain sur le site est compliqué", a-t-il souligné.

Mais les neuf survivants ont finalement pu être hospitalisés pour recevoir des soins d'urgence. Le désastre naturel s'est produit deux

semaines seulement après un autre glissement de terrain, cette fois sur le site de la construction de la centrale hydroélectrique de Batang Toru, financée par la Chine, dans le nord de Sumatra, qui a fait au moins 10 morts.

Trois personnes étaient encore portées disparues quand les autorités ont mis fin aux recherches la semaine dernière. Des crues subites et des glissements de terrain frappent souvent l'archipel indonésien au cours de la saison des pluies.

Au début du mois d'avril, plus de 200 personnes ont été tuées dans un groupe d'îles

de l'est de l'Indonésie et au Timor oriental voisin à cause de torrents de boue et de dégâts causés par le cyclone Seroja.

L'agence indonésienne de gestion des catastrophes naturelles estime que quelque 125 millions d'Indonésiens, soit près de la moitié de la population, vivent dans des zones où risquent de se produire des glissements de terrain.

Ces phénomènes sont favorisés par la déforestation et une mauvaise gestion préventive des risques, selon les défenseurs de l'environnement.

AFRIQUE DU SUD

7 morts dans un accident impliquant un camion de produits chimiques

Un poids lourd transportant des produits inflammables est entré en collision avec trois véhicules dans la province du KwaZulu Natal, en Afrique du Sud, provoquant la mort de sept personnes et faisant plus de quarante blessés, a-t-on appris auprès des services de secours.

"Sept personnes ont été mortellement blessées dans l'accident", ont tweeté les services de secours de la province, qui ont

appelé les automobilistes à la prudence. Le groupe hospitalier privé Netcare, dont les équipes ont participé aux secours, a déclaré que "quarante-quatre personnes avaient été blessés et soignées sur place".

Le poids lourd chargé de produits inflammables était notamment en train de brûler, ainsi qu'un bus, selon des images de la South African Broadcasting Corporation.

GRÈCE

Un réfugié retrouvé mort dans le camp de Chios

Un réfugié irakien a été retrouvé mort après un arrêt cardiaque dimanche soir dans le camp de migrants de Vial, sur l'île grecque de Chios, ont rapporté lundi des médias locaux citant des sources auprès du ministère grec des Migrations.

Le réfugié irakien, 51 ans, qui vivait dans le camp depuis un an et demi "souffrait d'une maladie coronarienne", selon le ministère.

C'est le deuxième réfugié mort dans le camp de Vial à Chios en quelques jours.

Des responsables du ministère des Migrations ont donc décidé lundi de se rendre sur place. Il y a une semaine, le

corps inanimé d'un Somalien de 28 ans avait été retrouvé par des compatriotes puis par la police.

Le médecin sur place avait alors précisé que le jeune homme avait été retrouvé "entre 10 et 12 heures après sa mort" et observé "deux plaies, à l'oreille et à la main gauche, probablement des morsures de rats", selon un communiqué daté du 5 mai.

"Les causes exactes de la mort sont connues après l'autopsie", ajoutait alors le ministère des Migrations.

Lundi, le même ministère a assuré que "le ressortissant somalien de 28 ans

était mort asphyxié (après intoxication) et non de morsures de rats".

Le camp de Vial à Chios accueille actuellement 928 demandeurs d'asile, un chiffre en baisse depuis deux ans grâce au nombre réduit des arrivées depuis la Turquie et au transfert des réfugiés reconnus sur le continent grec.

Mais les conditions de vie et le manque d'hygiène dans les camps de migrants sur les îles de la mer Egée face à la Turquie qui hébergent plus de 11.300 personnes continuent d'être régulièrement décriées par les défenseurs des droits humains.

LIBAN

Interception de 60 migrants en mer

L'armée libanaise a annoncé lundi avoir empêché une nouvelle traversée clandestine en Méditerranée en interceptant une embarcation transportant 60 migrants, quelques jours seulement après une tentative similaire.

Les départs de ce genre se sont multipliés ces derniers mois, souvent à destination de l'île voisine de Chypre, de nombreux migrants n'hésitant pas à entreprendre la coûteuse et périlleuse traversée en mer pour fuir un Liban en plein effondrement économique.

Le 9 mai, une unité de la marine libanaise a intercepté "une embarcation repérée par les radars à 10 miles nautiques", soit 18,5 km au large des côtes de Tripoli, grande ville du nord du Liban, a indiqué l'armée dans un communiqué.

Soixante personnes se trouvaient à bord, ajoute le texte sans préciser leur destination. Le Liban se situe à quelque 160 kilomètres des côtes de Chypre.

En 2020, plusieurs bateaux de clandestins ont réussi à arriver sur l'île.

CHINE

Deux personnes tuées dans le crash d'un hélicoptère au Yunnan

Deux membres d'équipage ont été tués et deux autres sont portés disparus lorsque leur hélicoptère s'est écrasé lundi dans un lac de la ville de Dali, dans la province chinoise du Yunnan (sud-ouest), ont déclaré les autorités locales. L'hélicoptère avec quatre membres d'équipage à bord s'est écrasé dans le lac Erhai à 10h20, alors qu'il tentait de puiser de l'eau pour nettoyer et irriguer une zone brûlée par un incendie de forêt, a déclaré le bureau de l'information du gouvernement municipal de Dali. Deux membres d'équipage ont été retrouvés vers 11h40 et 15h15 respectivement, mais ils ont succombé malgré les efforts des équipes médicales d'urgence.

Plus de 490 sauveteurs professionnels et 16 bateaux de sauvetage ont participé aux opérations de recherche des membres d'équipage disparus. Le feu s'est déclaré dimanche dans une forêt de Dali et a été maîtrisé lundi à 6h40.

L'hélicoptère écrasé n'a pas participé aux efforts de lutte contre les flammes, ont indiqué des sources du bureau de l'information de Dali à l'agence chinoise Xinhua.

Un total de 2.532 personnes ont été mobilisées pour éteindre l'incendie, qui a ravagé quelque 48 hectares, selon le bureau de prévention et de lutte contre les incendies de forêt et de prairie de Dali.

Aucune perte humaine causée par l'incendie n'a été signalée.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Arrestation d'un ressortissant français en possession d'armes et munitions

La police centrafricaine a arrêté lundi à Bangui un ressortissant français en possession d'une importante quantité d'armes et munitions, a annoncé à la presse Eric-Didier Tambo, procureur général près la cour d'appel de Bangui. L'homme a été appréhendé à son domicile par des éléments de l'Office central de répression du banditisme (OCRB), qui ont découvert des armes et des munitions de différents calibres, des tenues militaires, des outils informatiques, des appareils téléphoniques et un plan de la capitale, a-t-il précisé.

Le prévenu est un ancien militaire arrivé en République centrafricaine en 2013.

Il est suspecté d'avoir formé des éléments de la rébellion ex-Séléka dans le camp de Roux à Bangui, a ajouté le procureur.

LAGHOUAT L'association des Oulémas musulmans fait un don d'équipements médicaux au secteur de la santé



L'association des Oulémas musulmans à Laghouat a fait lundi un don d'équipements médicaux au profit du secteur de la santé, dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris lundi du bureau de wilaya de l'association.

Remis, en coordination avec l'association "Algériens solidaires", ce don consiste en 45 sacs dotés d'équipements d'assistance respiratoire, 300 filtres d'oxygène et des accessoires pour l'assistance de malades atteints du Covid-19, a expliqué M. Ahmed Mechraoui, membre de l'association.

Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, a salué cet élan de solidarité manifesté par les associations précitées et traduisant la contribution de la société civile dans diverses activités et domaines.

Ces moyens seront distribués selon les besoins des structures hospitalières chargées du suivi et de l'accueil des malades atteints du Covid-19, dont les établissements publics hospitaliers "H'mida Benadjila" de Laghouat, "Abdelkader Bedjerra" d'Alfou et "Houari Boumediene" de Ksar El-Hirane.

ILLIZI Campagne de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus

Un programme de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus vient d'être lancé au niveau des maternités relevant de l'établissement public de santé de proximité d'Ilizi, a-t-on appris dimanche auprès du service d'épidémiologie et de la prévention à la Direction de la Santé et de la population (DSP) de la wilaya.

Encadrée par un staff médical spécialisé en médecine préventive et en gynécologie-obstétrique, l'initiative a donné lieu à l'organisation de consultations spécialisées gratuites, a expliqué le chef de service d'épidémiologie à la DSP, Dr. Yacine Dib.

L'opération permettra un dépistage précoce de cette pathologie chez les femmes pour une meilleure prise en charge des cas malades, notamment celles manifestant cette pathologie à ses premiers stades, tandis que les cas complexes seront orientés vers les centres anticancéreux spécialisés dans d'autres régions du pays, a-t-il ajouté.

Relancé après une suspension de plus d'une année en raison de la pandémie du Coronavirus, le programme préventif de la DSP d'Ilizi vise la réduction d'éventuels cas de cancer, à travers son dépistage précoce pour une meilleure prise en charge du malade.

Devant s'étaler jusqu'à la fin de l'année en cours, le programme prévoit également de prodiguer des conseils sur la maladie et les voies préventives et de prise en charge des malades, l'animation de sessions d'information et de sensibilisation des femmes pour les inciter à effectuer les consultations et le dépistage précoce volontaire.

BILAN CORONAVIRUS 195 nouveaux cas, 149 guérisons et 8 décès

Cent quatre-vingt-quinze (195) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 149 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 124483, dont 195 nouveaux cas, celui des décès à 3343 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 86703 cas, a précisé le communiqué. Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 22 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 4 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



INTOXICATION ALIMENTAIRE À MILA Les échantillons analysés sont conformes aux conditions sanitaires

Les résultats des analyses des échantillons prélevés à la pâtisserie de Mila où plus de 300 personnes ont été victimes d'intoxication alimentaire après avoir consommé ses gâteaux ont montré leur conformité aux règles sanitaires, a-t-on appris samedi des services de la direction de la santé et de la population de Mila.

Le chef du bureau d'épidémiologie et de médecine préventive de cette direction, Dr.

Foudhil Kadri, a assuré à l'APS que les analyses effectuées au laboratoire de l'Établissement public de santé de proximité de Mila confirmeront la salubrité de tous les échantillons prélevés sur les produits utilisés pour la préparation des gâteaux



vendus dans ce magasin. Après ces résultats, il a été procédé à des analyses de sang sur les 312 victimes de cette intoxication dont seuls cinq (5) demeurent hospitalisés à l'hôpital "Frères

Meghaloui" (trois enfants) et à l'hôpital "Tobal" (deux), a précisé la même source en soulignant que les autres victimes ont été prises en charge et leur état de santé est stable. Les résultats des analyses

sanguins devront déterminer les causes de l'intoxication, a assuré le même médecin qui a précisé que le plat-témoin n'a pas été analysé car il n'existe pas "ce qui est en soi une infraction" et les échantillons analysés ont été prélevés le lendemain de l'intoxication.

Les résultats des analyses des échantillons prélevés par les services de la direction du commerce ont été les mêmes que ceux de la santé, a indiqué le directeur du secteur, Aïssa Mechachou.

Pas moins de 312 cas d'intoxication ont été enregistrés le 3 mai dans plusieurs communes de Mila après la consommation de gâteaux achetés la veille à la même pâtisserie qui se trouve au centre-ville de Mila.

AÏN DEFLA - COVID-19 Des professionnels de la santé déplorent le relâchement dans le respect des gestes barrières

Des professionnels de la santé de la wilaya de Aïn Defla ont déploré le relâchement constaté en matière du respect des gestes barrières mis en place pour juguler la pandémie du coronavirus, en dépit de la baisse des contaminations, appelant la population à ne pas baisser de vigilance.

Pour le responsable du service épidémiologie de l'hôpital Farès Yahia de Milliana, le Dr Khaled Azzizou, "même si la situation liée au Covid-19 est, jusque-là, maîtrisable, il n'en reste pas moins que la vigilance doit être de mise afin de parer à toute éventualité".

Se félicitant qu'aucun cas de contamination au nouveau coronavirus n'ait été enregistré durant les 20 premiers jours du mois de ramadhan au niveau de cet établissement de santé, il a noté que cet état de fait ne doit, sous quelque motif que ce soit, inciter la population à baisser de vigilance et à dormir sur ses lauriers.

Abordant le relâchement inhérent au respect des gestes barrières, il a observé que celui-ci aurait, à la limite, été "compréhensible" si le taux de la vaccination était élevé au sein de la population.

"Si au moins les gens s'étaient vaccinés en grand nombre, l'inobservance des gestes barrières aurait été, à la limite, compréhensible au regard des incidences positives de la vaccination sur l'immunité collective de la population, or ce n'est malheureusement pas le cas, d'où le danger que peut constituer tout relâchement dans le respect des gestes barrières", a-t-il averti. Pour lui, le relâchement dans le

respect des gestes barrières vient exacerber une situation marquée par un faible taux de vaccination de la population, faisant observer que la vigilance doit être de mise tant que des pans entiers de la société ne se sont pas encore fait vacciner.

Il a émis le souhait de voir la période post-ramadhan sans trop de cas de contaminations surtout avec l'avènement de nouvelles souches du virus "Comme il est connu de tous, la fin du mois sacré de ramadhan constitue une période de grande effervescence à la faveur des achats qui y sont effectués en prévision de l'aïd, d'où les craintes, totalement justifiées, de nombre de nos confrères de voir la courbe des contaminations reprendre sa tendance haussière", a-t-il fait savoir.

Un comportement révélateur de l'insouciance des citoyens

Lui emboitant le pas, le directeur de l'Établissement Public Hospitalier (EPH) de Aïn Defla, Bouabdellah H abbeche, a estimé, pour sa part, que le non-respect du protocole sanitaire se rapportant au Covid-19 est révélateur de l'insouciance des citoyens face à une maladie qui, sous d'autres cieux, continuent à faire des ravages.

"Certaines personnes, pour ne pas dire l'écrasante majorité de la société, pensent que le plus dur est passé et que la pandémie est derrière nous, ne se souciant guère du respect des règles barrières édictées par les autorités sanitaires du pays dans le but de juguler la pandémie",

regrette-t-il. Pour lui, s'il est évident que les gens ne peuvent pas rester "terrés" indéfiniment, cela ne doit, en aucun cas, les inciter aux excès susceptibles de constituer un danger sur la santé publique. Tout en soutenant que l'observance des gestes barrières est liée à la conscience des citoyens et au degré de savoir dont ils disposent, il a reconnu que l'instauration d'une "trêve" inhérente à certaines conduites à risques ne constitue guère une sinécure.

"Saluer sans serrer la main ou donner l'accolade est difficilement admissible socialement parlant, d'où l'importance du dialogue et de l'argumentation dans tout débat y relatif" a confié ce responsable ayant rejoint le corps de la santé en 1989. A l'approche de l'aïd el fitr annonçant la fin du mois de jeûne, une grande effervescence règne dans les rues commerçantes de Aïn Defla, les citoyens affluant vers les boutiques de vêtements en vue d'acheter à leur progéniture les habits neufs tant convoités.

Dans ce décor, le fait marquant a incontestablement trait au non-respect des gestes barrières particulièrement le masque de protection que très peu de gens portaient. "A l'entrée, du magasin, il est bien mentionné + port du masque obligatoire + mais une fois à l'intérieur, l'on constate, non sans amertume, que même le gérant du magasin ne le porte pas", s'insurge un sexagénaire, enseignant à la retraite de son état.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE Au moins 3.306.037 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 3.306.037 décès dans le monde depuis que l'OMS a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan établi mardi par des médias à partir de sources officielles.

Plus de 158.833.250 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de lundi, 10.375 nouveaux décès et 647.178 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.876 nouveaux morts, le Brésil (889) et l'Argentine (496).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 582.153 décès pour 32.744.406 cas recensés,



selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 423.229 morts et 15.209.990 cas, l'Inde avec 249.992 morts (22.992.517

cas), le Mexique avec 219.089 morts (2.366.496 cas), et le Royaume-Uni avec 127.609 morts (4.437.217 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la

Hongrie est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 298 décès pour 100.000 habitants, suivi par la République tchèque (278), la Bosnie (270), le Monténégro (246) et la Bulgarie (245).

L'Europe totalisait mardi à 10h00 GMT 1.095.976 décès pour 51.634.229 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 957.585 décès (30.012.330 cas), les Etats-Unis et le Canada 606.808 décès (34.031.072 cas), l'Asie 384.163 décès (30.341.148 cas), le Moyen-Orient 135.708 décès (8.125.246 cas), l'Afrique 124.737 décès (4.644.751 cas), et l'Océanie 1.060 décès (44.477 cas).

INDE

Près de 330.000 nouvelles infections signalées ces dernières 24 heures

Le nombre total de cas d'infection au nouveau coronavirus en Inde est passé mardi à 22.992.517 après le signalement de 329.942 nouvelles infections enregistrées ces dernières 24 heures, tandis que les cas actifs ont chuté pour la première fois depuis quelques semaines, a annoncé le ministère de la Santé.

Parallèlement, 3.876 décès dus à la COVID-19 ont été recensés depuis lundi matin, portant le bilan à 249.992 morts.

On compte encore 3.715.221 cas actifs dans le pays, soit une baisse de 30.016

par rapport à la journée précédente.

Au total, 19.027.304 personnes ont été guéries et ont pu quitter l'hôpital à travers le pays. Malgré la flambée épidémique galopante, le gouvernement fédéral a exclu d'imposer un confinement total.

Certains Etats ont imposé un couvre-feu nocturne ou un confinement partiel, tandis que la capitale, New Delhi, est placée sous un troisième confinement consécutif jusqu'au 17 mai. Côté vaccination, plus de 172 millions de doses ont été administrées en Inde depuis le début de la campagne

nationale de vaccination en janvier dernier. En outre, plus de 305 millions de tests de dépistage ont été effectués à travers le pays en date de lundi, dont 1.850.110 réalisés pour la seule journée de lundi, selon les dernières données publiées mardi par le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR).

K. Vijay Raghavan, le principal conseiller scientifique du gouvernement indien, avait déclaré un peu plus tôt ce mois-ci qu'une troisième vague d'infections était "inévitabile" en Inde au vu des niveaux de propagation plus élevés.

IRAN

Le bilan des décès dus à l'épidémie dépasse 75.000

Le nombre de décès dus à l'épidémie de COVID-19 en Iran est passé à 75.261 après que 351 nouveaux décès ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures, a annoncé lundi le ministère iranien de la Santé et de l'Education médicale. Dans le même temps, 18.408 nouveaux cas de COVID-19 ont été confirmés, portant le nombre total d'infections dans le pays à 2.673.219, a indiqué le ministère dans un point de presse écrit publié sur son site officiel.

Au total, a-t-il aussi ajouté, 2.127.192 personnes se sont rétablies de la maladie ou sont sorties des hôpitaux à travers le

pays, tandis que 5.533 restent dans des unités de soins intensifs. Par ailleurs, a noté le ministère, 17.206.735 tests ont été effectués à ce jour dans tout le pays et, à la date de lundi, 1.469.701 personnes ont reçu un vaccin contre le coronavirus dans l'ensemble du pays, tandis que 290.347 ont reçu deux doses. L'Iran a récemment mis en place des restrictions sur les entreprises et les voyages dans les zones à haut risque pour faire face à une nouvelle vague de propagation du virus dans le pays. L'Iran a signalé ses premiers cas de la maladie en février 2020.

VACCINS

Le patron de l'OMS dénonce l'utilisation des vaccins anti-covid à des fins géopolitiques

Le patron de l'OMS a dénoncé lundi la diplomatie vaccinale dans laquelle il voit des "manœuvres géopolitiques", qui ne font que retarder la fin de la pandémie.

Lors de son point de presse bi-hédomadaire, Tedros Adhanom Ghebreyesus a aussi mis en garde contre toute complaisance dans les régions où la situation sanitaire s'améliore mais reste "à un niveau inacceptable".

"Le seul choix que nous ayons pour mettre fin à cette pandémie, c'est la coopération", a déclaré le directeur général, interrogé sur les pratiques de certains pays comme la Chine ou la Russie qui donnent accès à leurs vaccins anti-Covid à des pays qui en sont dépourvus ou auraient du mal à se les procurer, mais avec des contreparties. "La diplo-

matie vaccinale, ce n'est pas de la coopération, c'est de la manœuvre géopolitique", a-t-il accusé.

"Nous ne pouvons pas battre ce virus en nous faisant concurrence.

Si nous sommes en compétition pour les ressources ou pour un avantage géopolitique alors c'est le virus qui prend l'avantage", a-t-il insisté.

"Et s'il y a confrontation, c'est encore pire", a-t-il mis en garde, rappelant que l'an dernier "la confrontation a miné" la stratégie de lutte contre la maladie, dans une allusion qui semble clairement faire référence à l'administration Trump. En dehors de la coopération et la solidarité mondiale, il n'y a pas de salut "et pour cela il faut désigner le virus comme l'ennemi commun". Le Dr. Tedros a souligné que, durant la seule semaine qui vient de s'écouler, la pan-

démie a encore tué presque 90.000 personnes et que quelque 5,4 millions ont été infectés.

Des chiffres dans en grande partie à l'explosion de la maladie en Inde.

Mais même dans les pays où la situation s'améliore comme en Europe et aux Etats-Unis, et malgré les campagnes de vaccination qui ont permis d'immuniser déjà une bonne proportion de la population, il faut rester vigilant. "On a déjà vécu ça", a-t-il rappelé pour mieux mettre en garde.

"Durant l'année écoulée, de nombreux pays ont affiché une baisse du nombre de cas et ont relâché trop rapidement les mesures de santé publique, et les gens ont baissé la garde et le résultat c'est que tous les progrès si coûteux se sont évaporés", a dit le directeur général.

ALLEMAGNE

L'accès au vaccin anti-Covid de Johnson & Johnson à tous les adultes

L'Allemagne va rendre le vaccin contre la Covid-19 de Johnson & Johnson accessible à tous les adultes, en supprimant le système de priorités qui déterminait jusqu'à présent qui devait recevoir les premières injections, a annoncé lundi le ministre de la Santé Jens Spahn lors d'une conférence de presse.

En Allemagne, les adultes auront désormais la possibilité d'être vaccinés avec le vaccin de la société américaine Johnson & Johnson après avoir reçu des informations détaillées de la part d'un médecin, a indiqué M.

Spahn. Cette décision fait suite à la levée des restrictions qui pesaient sur le vaccin d'AstraZeneca la semaine dernière.

La décision annoncée lundi permettra de "continuer à travailler de manière rapide et pragmatique dans le cadre de la campagne de vaccination", selon M. Spahn.

Contrairement à la plupart des autres vaccins, celui de Johnson & Johnson ne nécessite qu'une seule dose pour obtenir une immunisation complète. Plus de 7,8 millions de personnes en Allemagne avaient déjà été complètement vaccinées dimanche, portant le taux de vaccination du pays à 9,4 %, selon l'Institut Robert Koch (RKI).

Au total, 27,3 millions de personnes ont reçu au moins une dose de vaccin.

Début juin, toutes les personnes âgées de 60 ans et plus qui souhaitent se faire vacciner contre la COVID-19 auront reçu leur injection, a déclaré M. Spahn.

Johnson & Johnson ne devrait cependant livrer de plus grandes quantités de vaccin qu'à partir de juin et juillet.

Au cours de ce trimestre, l'Allemagne s'attend à recevoir plus de dix millions de doses du vaccin de Johnson & Johnson.

"Il est important que nous maintenions le rythme de cette campagne de vaccination, et le vaccin de Johnson & Johnson est également important à cet égard", a affirmé M. Spahn.

ETATS-UNIS

Le vaccin anti-Covid de Pfizer/BioNTech étendu aux 12-15 ans

L'autorisation du vaccin contre la Covid-19 de Pfizer/BioNTech a été étendue aux adolescents âgés de 12 à 15 ans aux Etats-Unis, a annoncé lundi l'Agence américaine des médicaments.

Il s'agit "d'un pas important dans la lutte contre la pandémie de Covid-19", a déclaré Janet Woodcock, la cheffe par intérim de la FDA, dans un communiqué.

"Notre action d'aujourd'hui permet à une population plus jeune d'être protégée contre la Covid-19", a-t-elle ajouté.

La vaccin était jusqu'ici autorisé en urgence pour les personnes âgées de 16 ans et plus.

Il pourra désormais être administré à des millions d'adolescents supplémentaires, en deux injections contenant le même dosage que le vaccin pour adultes.

"Les parents et tuteurs peuvent être assurés que l'Agence s'est livrée à une analyse rigoureuse et détaillée de toutes les données disponibles", a déclaré Janet Woodcock. La Canada était devenu mercredi le premier pays à autoriser le remède pour cette tranche d'âge.

Le président Biden avait souligné la semaine dernière le rôle crucial de la vaccination des adolescents pour la suite de la campagne d'immunisation américaine.

Après l'annonce de l'autorisation par la FDA, "nous serons prêts à agir immédiatement", avait-il déclaré. 20.000 pharmacies devraient ainsi être en mesure de vacciner les adolescents dans les jours qui viennent, et des doses seront par la suite envoyées aux pédiatres, avait-il détaillé.

Deux autres vaccins sont autorisés aux Etats-Unis, ceux de Moderna et de Johnson & Johnson, tout deux à partir de 18 ans.

ANTIHISTAMINIQUES TOUT SAVOIR POUR LUTTER CONTRE LES ALLERGIES

Les antihistaminiques sont fréquemment prescrits contre les allergies, notamment contre l'allergie aux pollens. Comment agissent-ils ? Quels sont leurs limites... et leurs inconvénients ? Les antihistaminiques en vente libre sont-ils aussi efficaces ? On fait le point avec deux spécialistes.

C'est quoi au juste un antihistaminique ? C'est un médicament qui bloque les effets de l'histamine, une substance libérée par les cellules en cas de réaction allergique. Il est efficace contre certains symptômes de la crise allergique : démangeaisons, nez qui coule, yeux qui pleurent, éternuements... mais absolument pas sur l'asthme allergique. Les allergiques au pollen utilisent souvent des antihistaminiques pour soulager leurs symptômes.

Sous quelle forme les prendre ? Si la réaction allergique est isolée, au niveau du nez ou des yeux, les formes locales (un collyre ou un spray nasal) ont une action beaucoup plus rapide que les comprimés (autour de 2 minutes pour les collyres). En revanche, leur effet est limité dans le temps. Ce qui nécessite de renouveler l'application deux ou trois fois par jour. À l'inverse, la plupart des antihistaminiques de deuxième génération utilisés par voie générale (les comprimés), qui agissent aussi sur les symptômes locaux, sont actifs 12 à 24 heures.

LES ANTIHISTAMINIQUES SANS ORDONNANCE SONT-ILS MOINS EFFICACES ?

Absolument pas : ce sont les mêmes produits ! Mais ils sont vendus sous un conditionnement simplifié (par exemple cétirizine, Humex® allergie, Reactine®, Zyrtecset®...). Toutefois, il convient de ne pas acheter un antihistaminique dont on n'a pas l'habitude. Même s'ils ne présentent que peu d'effets secondaires, certains sont contre-indiqués en cas de grossesse (infos sur www.lectra.org). D'autres le sont en cas d'insuffisance rénale, de glaucome (augmentation de la pression intra-oculaire) ou d'adénome de la prostate. Ce ne sont pas des médicaments anodins. Il faut donc lire attentivement la notice, surtout si l'on prend d'autres médicaments, certaines associations étant à éviter.



QUELLES SONT LES CONTRE-INDICATIONS DES ANTIHISTAMINIQUES ?

Les derniers antihistaminiques mis sur le marché (Bilaska®, Inoral®) et délivrés sur ordonnance provoqueraient moins de somnolence que les autres. Toutefois, quelques rares personnes ressentent quand même ces effets. Selon les cas, ces antihistaminiques présentent également des interactions avec certains médicaments (érythromycine, kétocoazole...). Et, par mesure de précaution, ils ne sont pas recommandés au cours de la grossesse. Certains doivent aussi être pris à distance des repas et sans jus de pamplemousse, qui diminue leur efficacité de 30%.

QUELS SONT LEURS EFFETS SECONDAIRES ?

Contrairement aux antihistaminiques de la première génération (les antihistaminiques anticholinergiques) qui provoquent de la somnolence, les nouveaux médicaments antihistaminiques ont un effet peu

ou pas sédatif sur la plupart des personnes. Mais, quelle que soit la forme utilisée, il faut néanmoins rester prudent, notamment en cas de situation à risque (si vous devez conduire un véhicule par exemple). Les personnes qui ressentent malgré tout de la somnolence ont intérêt à prendre leur comprimé le soir avant de coucher et non le matin.

QUAND DOIS-JE PRENDRE DES ANTIHISTAMINIQUES ?

Si la rhinite allergique est modérée, les antihistaminiques peuvent suffire à soulager les symptômes. On les prend alors tous les jours pendant la période d'exposition aux pollens. Mais si la rhinite est associée à un asthme ou à une autre allergie respiratoire (acariens...), ou bien si les symptômes ne cèdent pas avec les seuls antihistaminiques, d'autres traitements peuvent être proposés. Comme une association avec des corticoïdes, voire une désensibilisation. Mais cela nécessite de faire le point de son statut allergique avec un allergologue.

FAUT-IL DÉMARRER AVANT L'ARRIVÉE DES POLLENS ?

C'est inutile, puisque c'est la présence des pollens qui déclenche la crise allergique. Et les antihistaminiques agissent uniquement sur les symptômes. Il existe toutefois des traitements locaux préventifs à base de cromones, des substances qui ont un effet barrière protecteur et diminuent les réactions d'hypersensibilité en cas de rhinite ou de conjonctivite allergique.

SONT-ILS EFFICACES CONTRE LES ALLERGIES ALIMENTAIRES ?

Tout dépend du type de symptômes provoqués par le contact avec l'allergène. S'ils sont banals et que la personne n'a jamais fait de réaction grave, les antihistaminiques peuvent suffire. Mais si les signes perdurent, ils doivent alerter et faire consulter au plus vite. En outre, s'il existe des antécédents de choc anaphylactique (gonflement, malaise...), leur effet sur les symptômes peut masquer le début de la crise. Or, c'est un signe indiquant qu'il faut faire une injection d'adrénaline en urgence.

ILS EMPÊCHENT D'AVOIR D'AUTRES ALLERGIES ?

En aucune façon, puisque les antihistaminiques ne sont que des traitements symptomatiques. Ils n'agissent pas sur l'évolution de l'allergie : eczéma, allergie alimentaire ou respiratoire, asthme... En effet, seule la désensibilisation semble réduire le risque de développer de nouvelles allergies et prévenir l'apparition de l'asthme. Ce qui a d'ailleurs été démontré chez l'enfant, en particulier avec la désensibilisation aux pollens de bouleau et de graminées.

QUE FAIRE LORSQU'LES ANTIHISTAMINIQUES NE FONCTIONNENT PLUS ?

En général, si les antihistaminiques ne sont plus aussi efficaces,

c'est que la rhinite allergique a évolué et qu'une inflammation chronique s'est développée. En cas de rhinite chronique, le nez devient hyperactif de façon autonome, et les antihistaminiques ont moins d'effet. Après un bilan allergologique, le médecin peut alors prescrire d'autres médicaments, comme des corticoïdes en spray nasal, ou des collyres contenant des cromones en cas de conjonctivite. Il peut aussi proposer une désensibilisation, si elle est possible, afin de réhabiliter progressivement l'organisme à l'allergène responsable.

Mais la désensibilisation n'est recommandée que dans trois situations :

- si les réactions allergiques persistent malgré un traitement bien conduit

- si le patient devient asthmatique s'il ne supporte pas les traitements locaux.

On peut rendre des antihistaminiques en cours de désensibilisation mais c'est rarement nécessaire. Les réactions allergiques sont devenues exceptionnelles avec la désensibilisation par voie sublinguale, de plus en plus utilisée (80% des cas).

SI LA RÉACTION ALLERGIQUE PERSISTE OU s'AMPLIFIE, PEUT-ON EN REPRENDRE ?

Non. Si vous présentez une réaction allergique et que les antihistaminiques n'ont pas eu d'effet ou que les symptômes s'aggravent, il faut appliquer les procédures d'urgence. Appeler les secours (en composant le 15), puis prendre une dose de bronchodilatateur en cas de respiration difficile ou de crise d'asthme (à renouveler toutes les 5 minutes en attendant les secours). Une injection d'adrénaline est nécessaire en cas d'apparition de signes généraux : malaise, difficulté à respirer, douleurs abdominales intenses, oedème, toux rauque... Suivie d'une autre en l'absence de réponse 5 à 10 minutes après la première piqûre.

BIENTÔT UN VACCIN CONTRE L'ALLERGIE AUX CHATS

Des scientifiques ont développé un vaccin, qui administré au chat, permet d'éviter toute réaction allergique des personnes sensibles aux félins.

En leur présence, vos yeux larmoient et grattent, votre nez coule et vous éternuez... Bonne nouvelle, si vous êtes allergique aux chats, un vaccin pour éviter ces désagréments pourrait bientôt voir le jour. HypoCat, c'est le nom donné par les scientifiques à ce remède capable de supprimer la réaction allergique. Que les phobiques des ai-

guilles se rassurent, c'est le chat qui reçoit l'injection du vaccin.

Les allergies aux chats sont causées par une protéine appelée Fel-d, présente sur la peau et dans la fourrure de l'animal. La protéine se fixe aux squames de chat, petites particules de peau sèche qui se répandent facilement dans l'environnement, comme la surface des literies ou les canapés. Chez les allergiques au chat, la pénétration de cette protéine dans les voies respiratoires, assimilée à un agent allergène, provoque la

libération d'une grande quantité d'histamine, explique le Daily Mail. C'est sur emballement du système immunitaire qui est à l'origine des symptômes allergiques. Le vaccin Hypocat, testé sur 34 chats, a pour effet de réduire la quantité de la protéine Fel-d. Les chats qui ont reçu le vaccin ont produit des anticorps qui ont détruit cette protéine. Les scientifiques de l'hôpital universitaire de Zurich (Suisse), auteurs de cette découverte, parient sur une commercialisation du vaccin d'ici trois ans. Ils assu-

rent que cela facilitera la vie des propriétaires des chats en les mettant à l'abri de maladies chroniques comme l'asthme. Pour les animaux, cela permettra de limiter les cas d'abandons, trop fréquents.

Leurs recherches vont être publiées dans le Journal of Allergy and Clinical Immunology. Le nombre de personnes allergiques est en constante augmentation ces dernières années. Entre 25 à 30 % de la population est allergique à quelque chose, selon l'Inserm.

Allergie saisonnière : les oligo qui vous faut

Nez qui dérange, éternuements en cascade, yeux qui piquent, respiration qui siffle : c'est la saison des pollens apporte son lot de désagréments. Des symptômes que l'on peut atténuer avec certains oligoéléments. L'oligothérapie peut être utilisée pour prévenir ou compenser un déficit en oligoéléments mais aussi pour obtenir un effet thérapeutique. En cas d'allergie au pollen en période de forte libération des pollens (voir la carte des pollens), les oligoéléments limitent les réactions inflammatoires et renforcent la résistance de l'organisme face aux allergènes.

L'OLIGO-ÉLÉMENT ANTIALLERGIQUE : LE MANGANESE
"L'oligoélément antiallergique par excellence, c'est le manganèse" explique Jean-Noël Périn, pharmacien expert du laboratoire des GRANIONS. Le manganèse inhibe en effet la sécrétion de l'histamine, l'un des messagers chimiques libérés par le système immunitaire lors des réactions allergiques. Cet oligoélément est également un co-facteur de nombreuses enzymes qui stimulent la fabrication de cellules. Il aide ainsi à renforcer les muqueuses mises à rude épreuve lorsqu'il y a présence d'allergènes. "Sa fonction de modificateur du terrain allergique le rend incontournable" ajoute le pharmacien.

EN ASSOCIATION : LE ZINC OU LE CUIVRE
Le zinc est l'un des oligoéléments les plus protecteurs de l'organisme car il intervient dans quelque 200 réactions de l'organisme, en particulier toutes celles qui stimulent l'immunité. Sans lui, on ne peut pas multiplier efficacement les cellules (donc les globules blancs) ni bien synthétiser les protéines anti-infectieuses et son effet barrière contre les maux de l'hiver. Mais on oublie souvent que c'est aussi un anti-inflammatoire puissant et un régulateur de la fonction immunitaire : il stimule nos défenses naturelles contre les agents étrangers, parmi lesquels les allergènes.

ON LES PREND COMMENT ?
Dans l'idéal, le manganèse est à prendre en cure dès la sortie de l'hiver, pour prévenir l'arrivée des pollens. Mais il peut également être pris en traitement de fond pendant la période des pollens ou en complément d'un traitement antihistaminique. On trouve les oligoéléments sous plusieurs formes (ampoules buvables, comprimés) à prendre quotidiennement. Consultez votre pharmacien pour la posologie. "Naturellement présents dans l'organisme, les oligoéléments ne provoquent pas de réactions ou d'effets indésirables aux posologies recommandées, ni de toxicité sur le long cours" explique le pharmacien. Il est recommandé de prendre les oligoéléments à jeun ou 10 min avant un repas pour une meilleure absorption au niveau du tube digestif. Si on prend plusieurs, espacez les prises de 15 à 20 min afin d'éviter toute compétition entre eux.

LES 9 MEILLEURS ALIMENTS POUR COMBATTRE L'ALLERGIE AUX POLLENS

Depuis quelques jours, les pollens de bouleau sont de sortie ! Et si, cette année, vous décidez de prendre le dessus sur votre allergie saisonnière en modifiant le contenu de votre assiette ? Voici 9 aliments qui vont vous aider à beaucoup moins éternuer pendant la saison des pollens.

Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), environ 30% de la population adulte et jusqu'à 20% des enfants seraient aujourd'hui allergiques aux pollens. Une allergie dont l'incidence ne cesse d'augmenter dans la population en raison de la pollution et du réchauffement climatique. En effet, la forte présence d'oxyde de carbone dans l'air "booste" la production de pollen dans l'air. Les grains de pollen sont non seulement plus nombreux, comme en témoigne la carte des pollens, mais ils sont aussi plus gros et plus allergisants.

COMMENT SE MANIFESTE L'ALLERGIE AU POLLEN ?

L'allergie au pollen peut se manifester de plusieurs manières selon votre degré de sensibilité et le niveau d'exposition : crises d'éternuement, nez qui gratte, parfois bouché ou qui coule clair, yeux rouges, qui démangent ou qui larmoient. S'ajoutent parfois à ces symptômes les plus répandus une respiration sifflante, une toux, des poussées d'eczéma, de l'urticaire de contact, un état de fatigue générale et des difficultés de concentration. La bonne nouvelle, c'est qu'il est possible d'atténuer les symptômes de ces allergies saisonnières en ajoutant certains aliments à vos menus quotidiens. Des aliments "anti-histaminiques" naturels, qui permettent de combattre l'allergie en bloquant la sécrétion d'histamine (la substance que votre organisme fabrique lorsqu'il réagit en présence des pollens). Découvrez les principaux aliments anti-allergiques dans ce diaporama.

1/9 - L'ortie

Impossible de parler des aliments anti-allergie sans évoquer l'ortie. Cette dernière contient de l'histamine, la substance que votre organisme fabrique lorsqu'il réagit à la présence d'un allergène. Prendre des tisanes d'ortie sur le



long cours permet de transformer le terrain allergique et d'acquies une tolérance. Au printemps, vous pouvez aussi manger ses petites pousses dans une soupe car elles sont très riches en vitamine C. Mais attention de bien consommer l'ortie cuite pour éliminer l'acide formique contenu dans les poils des feuilles. Découvrez ici la recette de soupe à l'ortie

2/9 - Le persil

Cette herbe aromatique, très riche en vitamine C lorsqu'il est frais (et non déshydraté), inhibe la production d'histamine. Au printemps, consommez-le par exemple dans un taboulé. Mais attention, c'est aussi un diurétique. Donc avant d'en saupoudrer tous vos plats, si vous prenez un médicament qui contient déjà un diurétique (en cas d'hypertension par exemple) parlez-en à votre médecin. Découvrez ici la recette du taboulé et ses 4 versions santé.

3/9 - Les brocolis

Les brocolis sont doublement doués pour réduire les symptômes de l'allergie.

D'abord ils sont riches en vitamine C, qui a une action antihistaminique naturelle en bloquant la sécrétion de l'histamine par les globules blancs. Ensuite, ce sont des crucifères, une famille d'aliments qui aide à dégager les voies respiratoires du mucus qui les encombre. Découvrez ici la recette de la salade de brocolis croquante

4/9 - L'ail et les oignons

La quercétine est une autre arme secrète qui aide à combattre les allergies en agissant comme un antihistaminique. Les oignons et l'ail sont bourrés de quercétine... tout comme les pommes. Mais attention aux pommes si vous êtes allergique au pollen de bouleau car il y a souvent une allergie croisée entre l'un et l'autre. Découvrez ici la recette de la soupe à l'oignon

5/9 - Les feuilles de chou

Les belles feuilles vertes du chou kale (très à la mode mais pas toujours facile à trouver), et du chou frisé sont extrêmement riches en caroténoïdes, bien utiles pour soulager les symptômes de la

rinite allergique. Pour augmenter la quantité de caroténoïdes absorbée par votre organisme, accompagnez vos feuilles de chou d'un corps gras. En les faisant revenir quelques minutes dans de l'huile d'olive par exemple. Découvrez ici tous les bienfaits santé du chou kale

6/9 - Le dalis noir et le cassis

C'est qui donne la belle couleur pourpre à ces fruits est un polyphénol appelé resvératrol. Des études ont montré que ce phytonutriments diminue la réaction allergique. Découvrez ici 3 recettes express avec du cassis

7/9 - L'ananas

Ce fruit tropical contient une enzyme appelée bromélaïne, qui est un puissant anti-inflammatoire mais qui est aussi connu pour soulager les sinus irrités par l'allergie respiratoire. L'ananas est aussi une excellente source de vitamine C. Pour en récolter le maximum de bénéfices, mangez l'ananas frais plutôt qu'en conserve. Découvrez ici la recette du Smoothie mangue ananas et graines de chia

8/9 - Les agrumes

Oranges, pamplemousses et autres agrumes sont riches en vitamine C, et on vous l'a déjà dit pour le brocoli, la vitamine C aide non seulement à lutter contre la fatigue provoquée par l'allergie mais elle bloque la sécrétion de l'histamine par les globules blancs. Découvrez ici des recettes aux agrumes pour faire le plein d'énergie

9/9 - Le cacao

Comme le raisin noir, le cacao a la propriété de lutter contre les symptômes allergiques, en réduisant le taux d'anticorps stimulés par l'immunoglobuline E. Pour profiter au maximum de ses bienfaits, il vaut mieux le consommer cru. Découvrez ici 6 recettes avec du cacao cru.

CANICULE ET ALLERGIES : NE DORMEZ SURTOUT PAS AVEC UN VENTILATEUR

Les ventilateurs brassent les poussières et pollens en suspension dans l'air. Voilà pourquoi vous devez éviter d'en installer un dans votre chambre si vous souffrez d'allergies saisonnières. En cette semaine de canicule, les rayons "ventilateurs" des magasins d'électroménager ont tous été dévalisés et nous sommes nombreux à en avoir installé un dans notre chambre d'été surchauffée dans l'espoir de

trouver le sommeil plus facilement. Une solution "de bon sens" pour les spécialistes du sommeil de Sleep advisor, "surtout si vous dormez dans une pièce avec porte et fenêtre fermées en raison du bruit de la rue". Car le ventilateur va garder la chambre modérément plus froide et émettre une sorte de "bruit blanc" qui efface les bruits de fond et permet de s'endormir plus facilement. Mais ces mêmes spécialistes décon-

seillent de dormir avec un ventilateur si l'on souffre d'allergies saisonnières car en faisant circuler l'air dans la pièce, les poussières et les pollens pénètrent dans vos sinus. "Si la sécheresse est particulièrement extrême, votre corps peut produire un excès de mucus pour tenter de compenser. Vous vous réveillez le matin avec le nez bouché et la migraine". Par ailleurs, le flux d'air régulier as-

sèche les yeux et peut causer des irritations chez les personnes sujettes à la conjonctivite.

La solution ? S'il fait vraiment trop chaud dans votre chambre, les experts conseillent d'investir dans un ventilateur avec minitérie, "de sorte que vous pourrez l'utiliser pour vous endormir mais il se désactivera automatiquement au bout d'une heure ou deux pour éviter le brassage constant de l'air toute la nuit".

BURKINA FASO

Une vingtaine de terroristes abattus par l'armée

Une vingtaine de terroristes ont été abattus dans les provinces burkinabè du Nord et du Sahel lors d'une opération antiterroriste menée depuis le 5 mai, ont indiqué lundi des sources concordantes.

Cette opération baptisée Houné (dignité en langue fulfulde) a été lancée afin de contrer les terroristes agissant dans ces régions en proie à une recrudescence d'attaques ces dernières années, a souligné l'armée.

"Une vingtaine de terroristes ont été neutralisés, quatre bases détruites et divers matériels saisis", a rapporté l'agence AIB. Dans une note interne de l'armée citée par l'agence Chine nouvelle, l'objectif de l'opération est de "neutraliser les groupes armés terroristes" qui sévissent dans la zone, de "sécuriser et rassurer les populations et de réaffirmer l'autorité de l'Etat".

Avant cette opération, ces localités étaient sous le contrôle des groupes terroristes.

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à des attentats qui ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés.

Ils sont récurrents dans les régions du Sahel, du Centre-nord, de l'Est et dans l'ouest du pays, qui ont été placées régulièrement sous couvre-feu depuis 2019.

TCHAD

Mahamat Idriss Deby s'entretient avec le président Bazoum au Niger

Le général Mahamat Idriss Déby, chef du Conseil militaire de transition (CMT) au Tchad, s'est entretenu lundi à Niamey avec le président du Niger Mohamed Bazoum et doit se rendre dans l'ouest de ce pays où sont stationnés 1.200 soldats tchadiens qui combattent les terroristes, a indiqué la présidence nigérienne.

Le général Mahamat Idriss Déby, qui dirige le conseil de transition depuis la mort fin avril de son père, est arrivé en début de matinée à Niamey.

Il "est venu pour voir ses troupes à Téra et il en a profité pour discuter avec le président du Niger Mohamed Bazoum", a indiqué une source à la présidence nigérienne.

"Nous sommes venus ici pour affirmer notre amitié (...) pour remercier le président Bazoum pour tous ses soutiens depuis la mort du maréchal (Idriss Déby Itno).

Nous sommes venus aussi pour soutenir nos Forces à Téra", a de son côté brièvement déclaré Mahamat Idriss Déby aux médias publics nigériens.

Mohamed Bazoum a été désigné en avril par le G5-Sahel qui regroupe cinq pays de la région - Tchad, Niger, Burkina, Mali et Mauritanie - comme "facilitateur" entre les nouvelles autorités tchadiennes et un groupe rebelle, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT).

L'armée tchadienne a affirmé dimanche que l'opération contre ces rebelles qui mènent depuis un mois une offensive était "finie" et que "la situation est revenue à la normale".

Fin avril, la présidence nigérienne avait affirmé que le président Bazoum prendrait "un certain nombre d'initiatives très prochainement", pour mener cette facilitation.

Un contingent de 1.200 soldats tchadiens a été déployé à Téra, ville nigérienne située dans la zone dite des "trois frontières" entre Niger, Burkina et Mali, pour lutter contre les groupes terroristes, dans le cadre de la force multinationale du G5 Sahel, dont les cinq pays membres s'efforcent depuis 2017 de coopérer dans cette lutte.

APS

LIBYE

Réconciliation : al-Manfi reçoit des notables des régions de Misrata et Zliten

Le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed al-Manfi, a reçu lundi à Tripoli un groupe de notables des régions de Misrata et de Zliten, en vue de débattre du prochain congrès national sur la réconciliation, indique un communiqué du Conseil présidentiel cité par des médias libyens.

Les notables, qui ont rassuré le président du conseil présidentiel de leur disposition à "travailler la main dans la main dans le but de réussir le chantier de la réconciliation nationale", ont réaffirmé leur "position favorable à l'organisation des élections générales à la date prévue, soit le 24 décembre prochain", ajoute le communiqué.

Des sources proches du Conseil présidentiel ont affirmé récemment que les membres de la Commission de réconciliation nationale mise en place au mois d'avril dernier par le Conseil présidentiel s'étaient rendus dans plusieurs villes libyennes à la rencontre des citoyens pour les "convaincre de la nécessité de se mobiliser pour le succès" du

congrès national sur la réconciliation.

Le chantier de la réconciliation nationale figure parmi les douze objectifs que se sont fixés les nouvelles autorités libyennes durant la période de transition devant prendre fin d'ici aux prochaines élections générales.

Les Nations unies, qui soutiennent les autorités libyennes, se sont félicitées de la mise en place de la Commission de la réconciliation nationale et se sont dites prêtes à l'accompagner dans ses missions.

"La Commission de réconciliation nationale sera chargée de jeter les bases d'un processus de réconciliation nationale pour promouvoir la tolérance, la justice et les droits de



l'Homme", avait indiqué la Mission d'appui des Nations-Unies en Libye (Manul) dans un communiqué.

"Il s'agira notamment de restaurer le tissu social parmi les composantes de la société libyenne dans le cadre d'un processus de ré-

conciliation inclusif dans le respect des droits humains, pour garantir une paix, une stabilité, une unité et une prospérité durables", avait souligné la Manul, affirmant que "TONU est prête à soutenir les autorités libyennes dans ce sens".

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso décident de mutualiser leurs efforts



La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont décidé lundi de mutualiser leurs efforts dans le cadre de lutte contre le terrorisme dans les deux pays, a déclaré le ministre ivoirien de la Défense Téné Birahima Ouattara.

Cette décision a été prise au terme d'une rencontre qui a réuni lundi à Ouagadougou le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, et son homologue ivoirien, arrivé dimanche au Burkina Faso pour une vi-

site de travail de 48 heures. "Nous avons fait l'objet de quelques attaques en début d'année, ce qui est une réalité car il y a une perte en vie humaine parmi nos forces de défense et de sécurité. Nous pensons que la lutte contre le terrorisme ne peut être menée par un seul Etat", a déclaré le ministre ivoirien à l'issue de l'audience.

Il a ajouté qu'il s'agit de mutualiser les efforts et de se tenir informés car "nous sommes des pays en dévelop-

pement et nous devons nous mettre ensemble pour que nos populations vivent en paix". Le ministre burkinabè de la Défense, Chériff Sy, a déclaré avoir eu une séance de travail très "constructive" autour de questions de défense et de sécurité avec son homologue ivoirien. Les forces armées du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire mènent régulièrement conjointement des opérations de ratissage au niveau de leurs frontières. Depuis 2015, le Burkina Faso est la cible d'attaques terroristes dans plusieurs de ses régions faisant de nombreuses victimes et des milliers de déplacés. Ces violences sont en train d'atteindre son voisin la Côte d'Ivoire. Le 10 juin 2020, un poste mixte armée-gendarmerie à Kafolo (Nord) localité frontalière avec le Burkina Faso a été l'objet d'une attaque dans laquelle 12 militaires et un gendarme ivoiriens ont été tués.

Dans cette même zone, mi-avril 2021, une mine a explosé au passage d'un véhicule de liaison de la Gendarmerie ivoirienne, sur le tronçon Petit Nassian - Kafolo, sans faire de victime.

AFRIQUE - FMI

Le président ivoirien plaide pour une meilleure représentativité de l'Afrique au FMI

Le président de Côte d'Ivoire Alassane Ouattara a appelé lundi le Fonds monétaire international (FMI) à une meilleure représentativité des pays africains au sein de l'institution, ainsi qu'à plus de flexibilité concernant leur déficit budgétaire.

Le dirigeant, qui a occupé diverses fonctions au sein du Fonds, a rappelé qu'en 1945, à la création des institutions de Bretton Woods, l'Egypte, l'Ethiopie et l'Afrique du sud furent les premiers pays africains à en

être devenus membres. "Il a fallu attendre les années 1990 pour que tous les pays africains y soient représentés", a-t-il ajouté lors d'une conversation virtuelle avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, à l'occasion des 60 ans du département africain que M. Ouattara a dirigé de 1984 à 1988.

"Toutefois, 46 pays d'Afrique sub-saharienne ne sont représentés que par deux chaises au conseil d'administration du FMI avec un pouvoir de vote de 7,09%",

a-t-il déploré. "Ce constat montre que beaucoup de chemin reste encore à faire pour améliorer la représentativité du continent africain au Fonds monétaire", a-t-il souligné. Selon lui, la révision des quotas doit être "un point important à l'ordre du jour pour les pays africains".

Le président ivoirien a par ailleurs souligné la nécessité de faire preuve de flexibilité en matière de déficit budgétaire "sans pour autant remettre en cause la soutenabilité de la dette publique et la solidité du cadre

macro-économique qui est la priorité des priorités".

M. Ouattara a été économiste au Fonds de 1968 à 1973 avant de diriger le département Afrique, puis de devenir conseiller du directeur général à partir de 1987.

Il a aussi été directeur adjoint de juillet 1994 à juillet 1999. De son côté, la directrice générale du FMI Kristalina Georgieva a assuré que le Fonds était prêt à faire preuve de plus de flexibilité "à court terme", ne serait-ce que pour ne pas compromettre la reprise en Afrique.

PALESTINE

24 Palestiniens tués dans les raids israéliens à Ghaza

Vingt quatre (24) Palestiniens ont été tués dans les bombardements israéliens contre la Bande de Ghaza, a déclaré mardi le ministère de la Santé à Ghaza.



Dans un bref communiqué, le ministère a déclaré que neuf enfants figurent parmi les victimes, dont une fille de 10 ans, tandis que 103 autres personnes ont été blessées dans ces attaques.

Le ministère a en outre fait état de 130 positions cibles de plusieurs raids depuis le début

de l'agression contre la Bande de Ghaza. L'occupant a poursuivi, à l'aube de ce mardi, son agression contre la Bande de Ghaza, selon des médias.

Lors de ses derniers raids, les avions de combat israéliens ont visé une maison dans le camp de réfugiés d'Al-Shati, à l'ouest de la ville de Ghaza, tuant trois

Palestiniens, dont une femme et un homme handicapé.

Une installation civile et des terrains vides ont également été ciblés au sud de la ville de Ghaza.

Les avions ont également visé une position dans la ville de Rafah, dans le sud de Ghaza, et un autre dans le nord de la Bande de Ghaza.

Le Conseil de sécurité de l'ONU échoue à s'entendre sur une déclaration commune

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni lundi en urgence sur les violences à El-Qods, mais sans s'entendre sur une déclaration commune, les Etats-Unis jugeant qu'un "message public n'était pas opportun à ce stade", selon des diplomates.

À l'issue de nouvelles consultations dans l'après-midi sur la possibilité de publier un texte commun appelant à une désescalade, plusieurs diplomates, cités par l'agence AFP, ont indiqué qu'il ne devrait pas y en avoir lundi.

Dans la matinée, les Etats-Unis avaient expliqué à leurs 14 partenaires du Conseil, lors d'une visioconférence qui s'est tenue à huis clos, "travailler en sursurs" pour apaiser la situation et "n'être pas sûrs qu'à ce stade une déclaration aiderait".

"Les Etats-Unis sont engagés de manière constructive pour garantir que toute action du Conseil de sécurité contribue à apaiser les tensions", s'est bornée à indiquer dans le courant de l'après-midi un porte-parole de la mission américaine auprès de l'ONU.

Lors de la réunion tenue à la demande de Tunis, la Norvège, la Tunisie et la Chine avaient présenté un projet de déclaration réclamant "à Israël d'arrêter les activités de colonisation, de démolitions et d'expulsions" de Palestiniens, y compris à El-Qods-Est.

Dans ce document cité par l'agence AFP, le Conseil exprimait aussi "sa grave préoccupation face aux tensions et violences croissantes" dans la Cisjordanie occupée, y compris El-Qods-Est.

Il soulignait aussi "l'importance" pour toutes les parties "de s'abstenir de prendre des mesures unilatérales qui exacerbent les tensions et sapent la viabilité de la solution à deux Etats".

Et il leur demandait de "faire preuve de retenue, de s'abstenir de toute provocation et de rhétorique, et de maintenir et respecter le statu quo historique dans les lieux saints".

La principale raison de la tension des dernières semaines à El-Qods est le sort de familles palestiniennes du quartier de Cheikh Jarrah menacées d'expulsion au profit de colons juifs.

QATAR - ARABIE SAOUDITE

L'émir du Qatar effectue une visite en Arabie saoudite

L'émir du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani, a entamé lundi soir à Djeddah une visite officielle en Arabie saoudite, la première du genre après le sommet de réconciliation du Golfe tenu en janvier dernier, a rapporté mardi l'agence de presse saoudienne (SPA).

L'émir du Qatar "est arrivé à l'aéroport international Roi-Abdulaziz (à Djeddah)" où il a été reçu par le prince héritier Mohammed ben Salmane, a précisé l'agence. Plus tôt lundi, le cabinet de l'émir a annoncé que cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani, se rendrait à Djeddah pour une visite officielle en Arabie saou-

dite. Le communiqué précisait que "la visite a eu lieu sur invitation du roi saoudien Salmane ben Abdulaziz". "Au cours de la visite, cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani s'entretiendra avec le prince héritier Mohammed ben Salmane des relations fraternelles entre les deux pays et des questions régionales et internationales d'intérêt commun", souligne la même source.

La visite de l'émir du Qatar en Arabie saoudite est la première du genre après le sommet de l'Al-Ula et la réconciliation du Golfe qui a eu lieu au royaume saoudien en janvier dernier, en présence du cheikh Tamim Ben

Hamad al-Thani. Le 5 janvier, il a été annoncé lors du 41e sommet du Golfe en Arabie saoudite, auquel cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani a assisté, qu'un accord de réconciliation mettrait fin au boycott du Qatar qui avait commencé en juin 2017 par l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats arabes unis et l'Egypte.

Plus tard, les vols commerciaux entre l'Arabie saoudite et le Qatar ont repris ainsi que l'ouverture des points de passage terrestres entre les deux pays, après une crise qui était la plus difficile depuis la création du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe en 1981.

MIGRATIONS

La Commission appelle les Etats membres à aider l'Italie

La commissaire européenne Ylva Johansson a appelé lundi les Etats membres à montrer de la "solidarité" avec l'Italie, en prenant en charge des migrants arrivés sur l'île de Lampedusa ces derniers jours.

"J'appelle les Etats membres à aider pour les relocalisations, je sais que c'est plus difficile en période de pandémie mais je pense que c'est faisable, qu'il est temps de montrer de la solidarité à l'égard de l'Italie", a déclaré la responsable européenne, lors d'une conférence de presse aux côtés du Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi.

Plus de 1.400 migrants sont arrivés ce week-end à bord d'une quinzaine de bateaux sur la petite île de Lampedusa, dans le sud de l'Italie, selon les médias italiens. La commissaire européenne chargée des Affaires intérieures a indiqué s'être entretenue lundi au téléphone avec la ministre italienne de l'Intérieur Luciana Lamorgese. Elle a précisé que ses services se mettaient actuellement en contact avec les autres Etats membres pour leur demander d'accueillir des migrants sur leur sol.

Mme Johansson et M. Grandi ont estimé que cette situation démontrait la nécessité d'adopter le nouveau Pacte sur la migration et l'asile présenté par la Commission en septembre dernier, et qui fait l'objet de discussions difficiles entre Etats membres. En attendant la mise en place d'un système pérenne pour répartir de façon plus équitable entre les Vingt-Sept les migrants arrivant dans l'UE, "nous devons mettre en place des arrangements temporaires", a dit la responsable suédoise, reconnaissant qu'ils ne reposaient que sur la bonne volonté des Etats membres. Le chef du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé que le nombre de migrants arrivés était "gérable".

Il a exhorté les pays de l'UE à se doter d'un système "plus prévisible et efficace pour sauver les personnes en mer" et "pour leur relocalisation". Il a aussi souligné la nécessité "d'arrêter les refoulements qui se produisent aux frontières extérieures de l'UE, et un mécanisme pour enquêter sur ces refoulements quand ils se produisent". Il a appelé l'Europe à en faire plus pour l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile.

"Quatre-vingt dix pour cent de ces personnes dans le monde se trouvent non pas dans des pays riches mais en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie", a souligné Filippo Grandi.

"Je sais que les négociations autour du pacte sont très complexes, qu'il faut réconcilier des intérêts divergents mais le HCR (...) espère vraiment que ses dispositions finiront par être approuvées par l'UE", a-t-il ajouté.

RUSSIE

Poutine soumet au Parlement le retrait du traité "Ciel ouvert"

Le président russe, Vladimir Poutine, a soumis mardi au Parlement le retrait du traité de surveillance "Ciel ouvert" que Moscou avait dénoncé l'année dernière après le retrait des Etats-Unis de l'accord.

Le projet de loi, apparu mardi sur le site internet de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, prévoit la fin de la participation de Moscou à cet accord. Il doit désormais être validé par le législateur avant d'être promulgué par Vladimir Poutine. En février, les autorités russes avaient assuré "laisser la porte ouverte" à un retour aux dispositions du traité si les Etats-Unis en faisaient de même.

Après la dénonciation de plusieurs traités internationaux par l'ex-président américain Donald Trump, l'administration de Joe Biden a pris des mesures en faveur d'un retour à certains d'entre eux, à l'instar des négociations en cours sur le nucléaire iranien.

Les Etats-Unis ont aussi prolongé in extremis en janvier le traité russo-américain New Start de limitation des arsenaux nucléaires. Les négociations sur le retour au traité "Ciel ouvert" semblent, elles, dans l'impasse. L'administration Trump était sortie de l'accord après avoir accusé la Russie de le violer. Ce traité, entré en vigueur en 2002 avec à l'origine 35 pays signataires, donne le droit d'effectuer des vols d'observation au-dessus du territoire des parties à l'accord en échange de l'obligation d'accepter de tels vols au-dessus du sien, afin de permettre le contrôle des activités militaires. Moscou refuse d'en rester membre sans les Etats-Unis, car elle estime que les autres signataires, de nombreux pays européens membres de l'Otan et le Canada, allaient transmettre leurs informations sur la Russie à Washington. Les relations russo-américaines n'ont cessé de se dégrader ces dernières années, avec encore en avril des sanctions et expulsions croisées de diplomates. Néanmoins, les Etats-Unis ont proposé un sommet Biden-Poutine dans un pays tiers en juin, une offre en cours de négociations et que le Kremlin a accueilli favorablement.

SITES ET MONUMENTS ARCHÉOLOGIQUES

Impérative valorisation économique

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a insisté lundi à Boumerdes sur l'importance et l'impérative valorisation économique de l'ensemble des sites et monuments archéologiques du pays aux plans culturel et touristique afin que la population et leur environnement immédiat puissent en tirer profit.

"Il est temps d'ouvrir le champ à l'économie culturelle à travers l'investissement dans les sites et monuments archéologiques, suivant un cahier des charges régulant cet investissement", a indiqué Mme. Bendouda dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection de nombreux projets culturels et sites archéologiques de la wilaya.

Elle a relevé, à ce titre, l'importance d'intégrer le site archéologique "Mers Eddadj" mis à jour en 2006 à Zemmouri (Est de Boumerdes) "dans ce nouveau cadre" à travers, a-t-elle dit, "sa valorisation culturelle et touristique afin de le rendre rentable (au plan économique) pour son environnement immédiat", a expliqué Mme. Bendouda.

Elle a aussi souligné la possibilité de faire de ce site, "un site culturel et touristique d'excellence" à travers l'orientation qui lui a été fixée, a affirmé la ministre qui a suivi un exposé sur le plan de protection de ce site et l'opération de sa clôture.

"Il est possible de concéder ce site, suivant un cahier des charges, à des investisseurs privés, en vue de sa valorisation et sa promotion pour que toute la région et sa population puisse en tirer profit", a observé Mme. Bendouda.

La ministre a relevé que l'importance de ce site "très spécial", qui s'étend sur une superficie de six hectares (6 ha) "réside dans le fait qu'il remonte à l'époque islamique (4ème siècle de l'hégire), période qui se caractérise par la rareté des vestiges historiques en Algérie", a-t-elle relevé.



S'agissant de l'état de santé de l'artiste Salah Ougroute, connu sous le nom de Souilah, la ministre de la Culture et des Arts a déclaré qu'"il se trouve aujourd'hui dans un hôpital français réputé, spécialisé en oncologie où il reçoit les soins nécessaires et il y'a de fortes chances pour son rétablissement", a-t-elle ajouté, en exprimant ses remerciements au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour lui avoir assuré tout le soutien nécessaire.

Inspectant la bibliothèque principale de lecture publique Abderrahmane Hamida, au centre ville de Boumerdes, entrée en exploitation récemment, Mme.

Bendouda a observé que "cette struc-

ture grandiose" contribuera à "l'activation de la scène culturelle locale", grâce aux espaces qu'elle compte et qui sont affectés aux clubs et aux associations, outre les salles de conférence et autres.

Après s'être réunie avec des représentants de clubs littéraires, des poètes et des hommes de lettres, la ministre a annoncé que son département compte accorder l'aide nécessaire pour l'organisation de "séjours créatifs" au niveau de cet "établissement fort adapté pour l'encadrement des créations des jeunes dans ce domaine", a-t-elle estimé.

La ministre de la Culture et des Arts a procédé, à l'occasion, au lancement, à partir de cette bibliothèque, de la caravane de wilaya pour la distribution de 13.000 ouvrages à travers les zones isolées et reculées, en coordination avec la direction de l'éducation nationale.

Elle a également suivi un exposé du plan de réhabilitation de la maison de la culture Rachid Mimouni de la ville de Boumerdes, et assisté à la signature d'une convention, entre l'université Mhamed Bouguerra et la direction de la culture de la wilaya, portant sur le développement de l'entrepreneuriat et des start-up.

A l'Est de Boumerdes, la ministre a inspecté le siège d'un café littéraire ayant fait l'objet d'une action de réhabilitation réalisée par un particulier, avant de visiter le musée Sidi Lharfi de la Casbah de Dellys.

Mme. Bendouda a procédé, par la suite, au lancement de la première étape du projet de réhabilitation des réseaux divers de cette Casbah, avant de se rendre à Khmis El Khechna (ouest), où elle a fait don d'un lot d'ouvrages scolaires au profit de l'école primaire Kerbab Rabah.

ART CONTEMPORAIN

Cinq collectifs d'artistes en finale du prestigieux prix Turner



Cinq collectifs d'artistes ont été nommés pour le prestigieux prix Turner, récompense britannique d'art contemporain, qui sera décerné en décembre après son annulation en raison de la pandémie l'année précédente, a annoncé vendredi la Tate Britain dans un communiqué rapporté par des médias.

La Tate Britain est l'un des musées du réseau Tate, qui comprend également la Tate Liverpool, la Tate Modern et la Tate St Ives.

C'est la première fois que seuls des collectifs d'artistes sont sélectionnés parmi les finalistes plutôt que des artistes individuels, a précisé le musée dans un communiqué.

Il s'agit d'Array Collective, Black Obsidian Sound System, Cooking Sections, Gentle/Radical et Project Art Works.

"Tous les nommés travaillent étroitement et de manière continue avec les communautés dans l'ensemble du Royaume-Uni pour inspirer le changement social à travers l'art", a expliqué la Tate Britain.

"Leurs pratiques collaboratives (...) reflètent aussi la solidarité et l'esprit

communautaire affichés dans la réponse à la pandémie", a-t-elle ajouté.

Basés à Belfast, Londres, Cardiff ou Hastings, ces collectifs évoquent les problèmes de l'Irlande du Nord, se penchent sur l'organisation du monde à travers la nourriture, veulent favoriser le rapprochement entre communautés, favorisent l'expression artistique de personnes souffrant d'un handicap mental ou s'interrogent sur les normes dominantes de la culture Sound System au sein de la diaspora africaine.

Le lauréat sera annoncé lors d'une cérémonie à la cathédrale de Coventry (centre de l'Angleterre), capitale britannique de la culture en 2021, le 1er décembre.

Il remporte 25.000 livres (28.800 euros), les autres finalistes touchant chacun 10.000 livres.

Leurs œuvres seront aussi exposées dans un musée de la ville, le Herbert Art Gallery and Museum.

En 2020, le prix Turner avait été remplacé par des bourses destinées à soutenir dix artistes durant la pandémie, qui a mis à genoux le secteur culturel.

USA - CINÉMA - TÉLÉVISION

Critiqués pour leur manque de diversité, les Golden Globes votent une série de réformes

L'organisation qui attribue les prestigieux prix des Golden Globes, vivement critiquée par Hollywood pour le manque de diversité parmi ses membres, a adopté jeudi une série de réformes pour améliorer sa représentativité et tenter d'apaiser la polémique.

L'Association de la presse étrangère d'Hollywood (HFPA en anglais) est un groupe d'environ 90 journalistes qui constitue le jury des Golden Globes, parmi les prix les plus convoités aux Etats-Unis derrière les Oscars.

L'organisation est au coeur de la tourmente depuis que des médias ont révélé en février dernier qu'elle ne compte aucun membre noir en son sein.

Dans la foulée, un groupe d'une centaine de publicistes de l'industrie du divertissement avait officiellement écrit à la HFPA, lui intimant de mettre un terme à "ses comportements discriminatoires, son manque de professionnalisme, ses manquements éthiques et aux accusations de corruption financière", des critiques déjà formulées par le mouvement Time's Up. Jeudi, les membres de l'association ont majoritairement approuvé une série de mesures visant à remédier à la situation, parmi lesquelles le recrutement de journalistes noirs et la réforme du système opaque et restrictif régissant les admissions en son sein.

"Un très petit nombre a dit non ou s'est abstenu, la majorité a dit oui", a déclaré un membre de la HFPA qui a demandé à rester anonyme. "Je suis si sou-

lagé. Nous devons changer, nous devons nous améliorer si nous voulons survivre", a ajouté ce membre.

L'association n'avait pas réagi officiellement jeudi après-midi.

Toujours prestigieux, mais en perte de vitesse ces dernières années, les Golden Globes avaient commencé à s'interroger sur leur avenir après des menaces de boycott qu'avaient suscitées les récentes controverses.

L'ancien président Philip Berk a été radié le mois dernier pour avoir fait circuler un email qualifiant Black Lives Matter de "mouvement de haine" et deux consultants engagés par la HFPA pour résoudre ses lacunes en matière de diversité ont démissionné, faute de voir la situation évoluer. La plupart des membres de la HFPA sont des correspondants travaillant régulièrement pour des médias connus et respectés dans leur pays, comme le Figaro ou El País.

Mais la réputation de ce très inhabituel jury a pâti par le passé de la présence d'une poignée de personnalités plus surprenantes, à l'activité journalistique aussi épisodique que confidentielle (un ancien culturiste russe ayant joué dans des films de série B, la veuve d'un acteur écrivant pour des médias tahitiens, etc).

Surtout, l'organisation a été à de multiples reprises critiquée pour le peu d'attention accordée aux artistes noirs ou issus de minorités, souvent snobés dans les palmarès des Golden Globes.

ETATS UNIS - ESPACE

La sonde Osiris-Rex entame son retour vers la Terre avec des échantillons d'astéroïde à bord

La sonde américaine Osiris-Rex a définitivement quitté lundi l'orbite de l'astéroïde Bennu, dont elle a collecté des échantillons de poussières l'année dernière, pour entamer son voyage retour vers la Terre.

Le chemin sera encore long: elle ne doit atterrir dans le désert de l'Utah, aux Etats-Unis, que le 24 septembre 2023. La sonde "se déplace désormais à plus de 950 km/h depuis Bennu, en route vers la maison", a déclaré Dante Lauretta, responsable de la mission, sur la retransmission vidéo de l'événement par la Nasa.

Les propulseurs de l'engin ont été enclenchés sans encombre durant sept minutes afin d'effectuer la poussée nécessaire pour mettre la sonde sur la bonne trajectoire.

Cette dernière croisera celle de la Terre après un ultime périple de 2,3 milliards de kilomètres. Osiris-Rex ramène à son bord "plus de 60 grammes" de poussières et fragments de l'astéroïde, soit le plus gros échantillon collecté par la Nasa depuis les roches lunaires rapportées par les missions Apollo.

Pour arriver à ce résultat, l'Agence spatiale américaine a mené une opération à haut risque en octobre 2020: la sonde est entrée quelques secondes

en contact avec le sol de l'astéroïde, et les poussières ont été soulevées par un souffle d'azote comprimé avant d'être capturées.

Surprise: le bras de la sonde s'était enfoncé de plusieurs centimètres dans la surface de l'astéroïde, dont les scientifiques ont ainsi appris qu'elle était en réalité "très peu densément constituée", a raconté Dante Lauretta. Et tout avait failli échouer lorsque la Nasa s'était rendue compte quelques jours plus tard que le clapet du compartiment de collecte ne parvenait pas à se refermer, laissant des fragments s'échapper dans l'espace.

Mais la cargaison avait finalement fini par être sécurisée, en étant transférée depuis le bras de la sonde jusque dans la capsule, fixée en son centre.

Dans deux ans et demi, cette capsule sera larguée quelques heures avant son entrée dans l'atmosphère terrestre, et sera freinée grâce à un système de parachute pour son atterrissage.



Les échantillons seront ensuite transportés au centre spatial Johnson de la Nasa, à Houston, mais 75% seront conservés intacts "pour être étudiés par des générations futures avec des technologies qui ne sont pas encore créées", a précisé l'Agence.

Leur analyse doit aider les scientifiques à mieux comprendre la formation du système solaire et le développement de la Terre comme planète habitable.

RUSSIE - ETATS UNIS - CYBERATTAQUE Moscou dément toute implication dans la cyberattaque contre des oléoducs américains

L'ambassade russe aux Etats-Unis a démenti mardi toute implication de Moscou dans l'attaque informatique qui a paralysé l'un des plus grands opérateurs d'oléoducs américains, que le président Joe Biden a imputé à un groupe criminel basé en Russie.

Si M. Biden n'a pas directement accusé le Kremlin d'être à l'origine de cette attaque, disant ne pas avoir de preuve d'une implication étatique "à ce stade", il a assuré que puisque le groupe se trouve en Russie, "ils ont une certaine responsabilité." "La Russie ne mène pas d'activités +malveillantes+ dans le cyberspace", a rétorqué mardi l'ambassade russe aux Etats-Unis sur sa page Facebook, dénonçant également les "affabulations sans fondements de certains journalistes" ayant accusé Moscou.

"La Russie a toujours plaidé pour un dialogue professionnel avec les Etats-Unis sur les questions de sécurité informatique internationale", a poursuivi l'ambassade.

Joe Biden a imputé cette attaque, ayant visé le premier distributeur de carburants aux Etats-Unis, la société Colonial Pipeline, au groupe Darkside, apparu l'an dernier et spécialisé dans les attaques au rançongiciel contre les moyennes et les grandes entreprises, à qui il réclame des centaines de milliers, voir des millions de dollars, pour débloquer leurs systèmes.

Il dérobe au passage des données confidentielles à ses victimes, surtout basées dans des pays occidentaux, et menace de les rendre publiques si la rançon n'est pas versée.

La Russie a été accusée de plusieurs vagues massives de cyberattaques ces dernières années, surtout aux Etats-Unis et en Europe.

CYBER SÉCURITÉ

Nouveau financement pour renforcer les capacités de l'UE en matière de cyber-sécurité

La Commission européenne a annoncé, lundi, qu'elle va débloquer un nouveau financement de 11 millions d'euros pour renforcer les capacités de l'UE en matière de cybersécurité.

Cette enveloppe permettra de financer 22 nouveaux projets visant à "renforcer la capacité de l'UE à dissuader et à atténuer les cyber-menaces et les incidents, en utilisant les dernières technologies", selon un communiqué de la Commission. Les projets, qui ont été sélectionnés à la suite d'un récent appel à propositions dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, soutiendront diverses organisations de cyber-sécurité dans 18 états membres de l'UE.

Les bénéficiaires du financement comprennent les équipes de réponse aux incidents de sécurité informatique, les opérateurs de services essentiels dans les secteurs de la santé, de l'énergie, des

transports et autres, ainsi que les organismes chargés de la certification et des tests de cybersécurité, tels que définis dans la loi européenne sur la cybersécurité.

Ils devront travailler sur les outils et les compétences nécessaires pour se conformer aux exigences fixées par la loi européenne sur la cybersécurité, tout en s'engageant dans des activités visant à renforcer la coopération au niveau de l'UE. Jusqu'à présent, l'UE a mobilisé près de 47,5 millions d'euros pour renforcer la cybersécurité de l'UE entre 2014 et 2020, par le biais du mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

En outre, plus d'un milliard d'euros dans le cadre du programme "Europe numérique" seront consacrés aux domaines d'intervention de la nouvelle stratégie de cybersécurité de l'UE.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN DEFLA

DAIRA DE DJELIDA

COMMUNE DE Djemaa Ouled Cheikh

NIF 0098 44429512602.

AVIS D'INFRUCTUESITE

D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° 01/2021

Conformément aux dispositions de l'article N° 40 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et suite au p.v de la commission d'ouverture et d'analyse des offre : N°: 19/2021 siégée le : 06/05/2021

Le président de de l'assemble populaire communal de la commune Djemaa Ouled Cheikh informe tous les soumissionnaires de L'infructueuse de l'avis D'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales

N° 01/2021 paru le :20/04/2021 aux quotidiens **الترند** et **DK NEWS** relative a l'opérations suivante

. **Aménagement urbain de Rue khelaifia 01 a djemaa ouled cheikh centre sur 1500 ml**

Programme de la soirée

TF1 20:05

The Resident



Hospitalisée à Chastain, Sophia, une des ambulancières qui s'était occupée de Dawn lors de son dernier transfert, pourrait avoir été contaminée par le Candida Auris. Cain menace Ezra pour l'obliger à la traiter en toute discrétion et éviter de mettre de Conrad au courant. Pendant ce temps, Nic prend en charge Isaac, atteint de fibrose pulmonaire nécessitant une greffe. Derek, lui, voit son état empirer.

france 2 20:05

Baisers cachés



Nathan, 16 ans, vit seul avec son père Stéphane, policier. Au cours d'une soirée, il est photographié en train d'embrasser un garçon, Louis. Lorsque le cliché est diffusé sur Facebook, Stéphane découvre l'homosexualité de son fils. Nathan prétend qu'il s'agissait d'une blague destinée à faire rire les filles. Mais il devient bientôt la cible de brimades et de violences au lycée tandis que Louis, le jeune homme dont il est amoureux, refuse de lui parler.

france 3 20:05

La carte aux trésors



Les deux candidats, Flora et Matthieu, jouent sur une zone qui s'étend du village de Bouin, en Vendée, à la cité balnéaire de Saint-Jean-de-Monts en passant par le marais breton vendéen et l'île d'Yeu. Ils doivent résoudre des énigmes pour trouver le Trésor. Ce jeu de piste géant les emmènera à la découverte des prairies humides du marais breton vendéen, un territoire unique, autrefois recouvert par la mer. Ils exploreront aussi les richesses de ces terres fertiles. Enfin ils quitteront le continent pour partir sur l'île d'Yeu où les traditions les plus inattendues se perpétuent.

CANAL+ 20:05

Intrigo : mort d'un auteur



Henry Maertens se rend sur une île grecque peu connue pour obtenir des conseils littéraires d'Alex Henderson, un romancier, qui y vit reclus. Notamment sous l'influence de « Gilliam's Temptation », une oeuvre de jeunesse de Henderson, Henry raconte à l'écrivain les grandes lignes de son futur roman. Les protagonistes sont David et Eva Schwarz, un couple en train de se défaire. Eva, plus précisément, annonce à David qu'elle ne peut plus continuer et qu'elle va le quitter pour Mauritz Winkler, son psychiatre.

6 20:05

Top chef



Quatre candidats sont encore en lice et espèrent obtenir deux pass pour se qualifier pour les demi-finales du concours réservé aux professionnels. Cette semaine, ils s'affrontent sur deux épreuves imaginées par deux chefs célèbres : Anne-Sophie Pic et Eric Frechon. La première attend des concurrents qu'ils réalisent une recette avec une cuisson à l'étuvée dans un fruit ou un légume. Eric Frechon, chef d'un palace parisien, aime marquer les esprits avec des produits simples. Il attend donc des candidats qu'ils lui fassent découvrir un œuf tel qu'il n'en a jamais mangé.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2713

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

1	2		6		3	7		7	5			4			9	2				
7								9								1				
			2		9							3		1						
	5				4					9					4					
9			8					6		2			1			6				
	3				9					8					5					
			5	2				8				8	7							
5							2					8				3				
2	3		4			9	8		6	3	7			5		6	8			
												5	7							
							8	7					5	9						
													8	1						
2	4			1			8	5			1	4	2			1		8	5	
9											9								3	
			7	2					7				7		4					
		8			3						2					1				
1				6		3					3			6					2	
		6			1							6				5				
			1	5									9	6						
8											5								7	
3	6			4				1	7			8	3			4			1	6

" Les bonnes résolutions ne gagnent pas à être différées. "

Jules Romains

Mots croisés n°2713



- Horizontalement :**
- 1- Organisation secondaire
 - 2- En vain
 - 3- Revenir à de bons sentiments - Mot de liaison
 - 4- Il peur faire aller à droite - Quatre saisons - Le dernier vous habille bien
 - 5- Agence américaine - Démantèlera
 - 6- Satisfaisant une envie - Echassier sacré en Egypte
 - 7- Sable mouvant - Plante nutritive
 - 8- Cité bourguignonne - Refuses d'exprimer - Associer
 - 9- Flairée - Convenance
 - 10- Vieille hérésie - Partie d'écluse

- Verticalement :**
- A - Montra de façon grotesque
 - B - A faire pour avoir du son - Orner de belles couleurs
 - C - Cachais dans un asile agréable - Pour le labo, c'est nickel
 - D - Egalement - Bien nettoyée
 - E - Décampera - Numéro 1 en France
 - F - Espoir de naufragé - Pas très récent
 - G - Vipères cornues
 - H - Courtois - Mère des Titans
 - I - A faire trois fois - Il prise les bonnes blagues
 - J - Bien dans le coup - Logis parfois grossiers
 - K - Défalquer - Rivière jaune
 - L - Travailleras à son métier

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Terreurs

BOXE - ALGÉRIE

Des tournois de sélection pour les catégories juniors et seniors (FAB)

La Fédération algérienne de boxe (FAB) compte programmer des tournois de sélection pour les catégories juniors et seniors (messieurs et dames), en vue des prochaines échéances dont les championnats du monde seniors qui auront lieu le mois d'octobre 2021 en Serbie et les championnats arabes prévus le mois de février 2022.

Cette décision a été prise lors de la réunion du bureau fédéral tenue vendredi dernier à Alger, a indiqué l'instance. A cet égard, tous les boxeurs qualifiés à la finale du championnat et de la coupe d'Algérie 2019 et 2020 participeront aux tournois en vue de leur sélection au sein des catégories juniors et seniors, selon les critères établis par la direction technique nationale (DTN) de la FAB. De leur côté, les huit athlètes qualifiés aux Jeux olympiques de Tokyo (5 messieurs et 3 dames) rejoindront directement la sélection nationale seniors juste après leur retour du tournoi olympique. La FAB a programmé le tournoi de sélection pour la catégorie seniors messieurs du 1er au 5 juillet 2021, alors que celui des dames est prévu du 25 au 30 juillet 2021. Le tournoi de sélection des juniors garçons aura lieu quant à lui du 10 au 15 juillet 2021.

AIN TÉMOUCHENT

Réception de 28 nouveaux stades de proximité

Vingt-huit (28) nouveaux stades de proximité tapissés de gazon artificiel sont venus renforcer le parc d'infrastructures sportives de la wilaya d'Ain Témouchent, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur, Amine Meziane Cherif. Ces nouvelles structures, réceptionnées l'année dernière et au courant de cette année, s'inscrivent dans le cadre du projet de réalisation de 30 stades de proximité, lancés en travaux l'année dernière, dont 28 ont été réceptionnés, alors que les travaux se poursuivent pour la réalisation de deux autres dans la commune de Aghlal et dans le village de Djouabra, commune de Sidi Safi, qui a accusé un retard vu la nature rocheuse du terrain des deux sites. Le programme de réalisation de 30 stades de proximité, inscrit à la faveur de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour une enveloppe financière de l'ordre de 1,35 milliard DA, a touché toutes les communes de la wilaya avec une priorité accordée aux zones d'ombre, a souligné M. Meziane Cherif. Le secteur de la jeunesse et des sports d'Ain Témouchent supervise la réhabilitation de 18 stades communaux.

JAPON

Le numéro 2 du parti au pouvoir souhaite une décision «prudente» sur les JO

Le Japon doit prendre une décision «prudente» quant à la tenue des Jeux olympiques de Tokyo cet été, a averti l'un des principaux responsables politiques nippons, alors que le pays est en proie à une recrudescence des cas de coronavirus. Toshihiro Nikai, secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) et numéro 2 de cette formation conservatrice au pouvoir, a également souhaité que des experts jugent de la faisabilité des JO prévus du 23 juillet au 8 août après avoir été reportés d'un an en 2020 en raison de la pandémie, a rapporté l'agence Jiji. «Une décision prudente sera nécessaire à l'avenir», a déclaré M. Nikai quand il a été interrogé sur la tenue des Jeux cet été, a rapporté Jiji Press lundi soir. Questionné sur les conditions nécessaires pour organiser les JO en

toute sécurité, il a ajouté: «Il y a des experts olympiques. Il est important d'attendre le jugement des experts». Mi-avril, M. Nikai avait déjà déclaré que l'annulation des Jeux restait une option si la situation sanitaire s'aggravait. «Nous devons annuler (les Jeux, NDLR) sans hésiter si ce n'est plus possible» de les organiser, avait-il dit à la chaîne de télévision japonaise TBS. Tous les sondages montrent depuis des mois qu'une majorité de la population japonaise continue de s'opposer à la tenue des Jeux cette année, préférant soit une annulation pure et simple, soit un nouveau report. Tokyo et plusieurs autres départements du pays sont actuellement placés sous le régime d'un état d'urgence lié au coronavirus, qui durera au moins jusqu'à fin mai. La situation a contraint

les organisateurs des JO à annoncer lundi un report de la visite que devait faire ce mois-ci le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach. Les responsables olympiques affirment que les Jeux peuvent se dérouler «en toute sécurité» et ont publié une série de règles très strictes qui, selon eux, empêcheront la propagation du virus. Ils ont organisé une série de tests ces derniers jours, y compris avec des athlètes internationaux, montrant, selon eux, que leurs règles permettront d'assurer la sécurité des Jeux. Toutefois, l'inquiétude règne, le système médical japonais étant mis à rude épreuve et la vaccination se déroulant très lentement. Les stars du tennis japonais Naomi Osaka et Kei Nishikori ont tous deux appelé une «discussio» sur la viabilité des Jeux.

ATHLÉTISME - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE À ALGER

«Toujours dans l'attente du feu vert des autorités sanitaires» (Louail)

Le président de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Yacine Louail, a indiqué lundi que son instance était toujours dans l'attente du feu vert du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, pour l'organisation des Championnats d'Afrique (seniors) à Alger (22-26 juin), tout en reconnaissant que le déroulement du rendez-vous était «très difficile à réaliser».

«Nous attendons toujours l'accord du comité national scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 pour pouvoir organiser cette compétition à Alger. Notre demande a été transmise depuis plus de 20 jours. Au jour d'aujourd'hui, nous n'avons reçu aucune réponse. Nous sommes très en retard pour abriter cet important événement, qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo. Franchement, ce sera très difficile de l'organiser», a indiqué à l'APS le patron de la FAA.

Les Championnats d'Afrique seniors d'athlétisme, initialement prévus à Oran, doivent se tenir du 22 au 26 juin prochain au SATO du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Dans un communiqué publié sur son site officiel, la Confédération africaine d'athlétisme (CAA) a indiqué qu'elle



était «à l'écoute des autorités algériennes pour confirmer la date des championnats», tout en affirmant que le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 «est seul habilité à prendre

une décision en relation avec l'évolution de la pandémie au plan national et régional». Joint par l'APS pour de plus amples informations sur ce sujet, le Pr. Riyad Mehiaoui, membre du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pan-

démie de Covid-19, a indiqué que le comité n'était pas contre le déroulement de ces championnats d'Afrique à Alger. «Pour le moment, nous n'avons pas encore reçu la demande pour l'organisation de cette compétition. Nous allons la traiter dès qu'elle nous sera transmise. Sur le fond, nous ne sommes pas contre l'idée d'organiser ce rendez-vous. Nous devons connaître les pays qui vont y participer».

La présence de l'Afrique du Sud (pays fortement touché par un variant local, ndr) peut constituer un problème. Nous devons être vigilants en préparant ces championnats comme il se doit sur le plan sanitaire, en confinant notamment les athlètes et en élaborant des conventions avec des laboratoires pour les tests de dépistage».

LUTTE/JO-2020

16 athlètes en stage de préparation à Alger

Les athlètes des équipes nationales de lutte juniors et seniors effectueront du 18 au 24 mai un stage de préparation au Centre de regroupement et de préparation de Souidania (Alger), en vue des Jeux olympiques 2020 de Tokyo, a appris l'APS lundi de la Fédération algérienne de la discipline. Le staff technique national, composé des entraîneurs, Bendjedaa Mazouz, Zeghdane Messaoud, Benrahmoune Mohamed et Aoune Fayçal, a convoqué 16 athlètes (13 seniors et 3 juniors) pour ce rendez-vous.

Les athlètes de l'élite préparent également les championnats d'Afrique qui auront lieu probablement le mois de juin prochain à El Jadida (Maroc). Après deux stages de préparation à Kiev (Ukraine) et Budapest (Hongrie), les athlètes algériens entament la dernière ligne droite de leur préparation avec une nouvelle série de stages en Algérie et à l'étranger (Budapest et Téhéran), en vue des prochaines échéances internationales. Huit athlètes algériens (4 en lutte gréco-romaine et 4 en lutte libre) ont com-

posté leur billet pour les Jeux olympiques 2020 de Tokyo, repoussés à 2021.

Les quatre qualifiés en lutte libre sont : Moham ed Fardj (97 kg), Kherbache Abdelhak (57 kg), Fateh Benferdjallah (86 kg) et Djahid Berrahal (125 kg). En lutte gréco-romaine, Adem Boudjemline (97 kg), Sid Azara Bachir (87 Kg), Abdelkrim Fergat (60 kg) et Abdelmalek Merabet (67 kg) ont également validé leur billet pour Tokyo.

CYCLISME - COUPE D'ALGÉRIE DE VTT

La deuxième manche le 22 mai à Tlemcen

La deuxième manche de la Coupe d'Algérie de vélo tout-terrain (VTT) se déroulera le 22 mai à Tlemcen, a annoncé lundi la Fédération algérienne de cyclisme, coorganisatrice de cette compétition avec la Ligue de Sidi Bel-Abbès.

Une compétition prévue dans quatre catégo-

ries d'âge, à savoir celles des cadets, juniors, seniors (Elite) et masters. Outre cette deuxième manche de la Coupe d'Algérie de VTT, l'instance fédérale a complété son calendrier en arrêtant les dates de deux autres compétitions, prévues quelques jours plus tard.

Tout d'abord, il y aura

la troisième manche de la Coupe d'Algérie de cyclisme (juniors/seniors), programmée le 29 mai à Oran. Elle sera suivie de la troisième manche de la Coupe d'Algérie de cyclisme (cadets), qui se déroulera le 5 juin prochain, dans la commune d'Ouled Rahmoune, relevant de la wilaya de Constantine.



NBA

Westbrook bat le record historique du nombre de triples-doubles réussis

Le meneur de Washington, Russell Westbrook, auteur du 182e triple-double de sa carrière, lundi en match de saison régulière contre Atlanta, a battu le record NBA en la matière, longtemps présumé imbattable et détenu depuis 47 ans par le légendaire Oscar Robertson. A 32 ans, la star des Wizards réussit une performance exceptionnelle s'agissant d'une spécificité statistique (dix unités ou plus dans trois catégories, points, rebonds, passes... etc) dont il est plus que jamais le roi puisqu'il est assuré de boucler l'actuel exercice avec un triple-double de moyenne. Et ce, pour la quatrième fois après les saisons 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. C'est un dixième rebond capté dans le dernier quart-temps de cette rencontre chez les Hawks qui a fait entrer de plain-pied «RussWest» dans l'histoire. Il comptait alors 23 points et 17 passes à son actif. Il dépasse Oscar Robertson, qui avait réussi son 181e «TD» le 24 mars 1974, lorsqu'il évoluait aux Milwaukee Bucks, dans la dernière de ses 14 saisons professionnelles. Joueur à l'énergie débordante, Westbrook a encore quelques belles années devant lui, pour porter sa marque bien plus haut. D'autant qu'il réussit en la matière des combinaisons rarissimes, tel ce récent triple-double à plus de vingt passes et vingt rebonds contre Indiana. C'était la troisième fois seulement que cela se produisait, après Wilt Chamberlain en 1968 et lui-même déjà en 2019. Sur l'actuel exercice, il en est à 36 «TD» réussis en 62 matches disputés, loin devant son premier poursuivant, le Serbe Nikola Jokic (15), qui joue à Denver et se trouve être un des favoris pour le trophée de MVP.

ARBITRAGE

Charaf-Eddine insiste sur la réforme "progressive et en profondeur" du corps arbitral (FAF)

Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, a mis l'accent lundi sur la nécessité de réformer "progressivement et en profondeur le corps arbitral", lors d'une réunion de la commission fédérale d'arbitrage (CFA), a indiqué la FAF sur son site officiel.

Charaf-Eddine s'exprimait lors de la première réunion de la CFA, élargie aux Directeurs techniques régionaux d'arbitrage (DTRA), tenue au siège de l'instance fédérale à Dely Ibrahim (Alger), sous la conduite de son vice-président, Mohamed Bichari.

"Amara Charaf-Eddine, qui a procédé à l'ouverture des travaux, a mis l'accent dans son allocution introductive sur la nécessité de réformer progressivement et en profondeur le corps arbitral, notamment à travers la formation des instructeurs et donc des arbitres pour élever le niveau d'ensemble et permettre à nos referees de se distinguer sur le double plan national et international", précise la FAF dans un communiqué.

Amara Charaf-Eddine est actuellement à la tête de la CFA, en attendant l'amendement des statuts de la FAF vu que les statuts actuels ne permettent pas la désignation d'un président en dehors des membres du bureau fédéral.

Le président de la FAF a également tenu "à encourager les arbitres et à les sensibiliser pour mener à bien leur noble mission loin de toute pression ou interférence, comme il a



évoqué les conditions de leur travail sur le terrain, qui devront connaître des améliorations à l'avenir".

A l'issue de cette réunion "très fructueuse", selon l'avis du Dr Bichari, il a été procédé à la répartition des tâches et à la désignation des responsables des différentes structures dépendantes de la CFA :

Sous-commission désignation : Dr Mohamed Bichari (Ligues 1 et 2) et Farouk Houasnia (Ligue inter-régions).
Sous-commission formation : Farouk Houasnia.
Sous-commission évaluation : El-Hadi Serier.
Sous-commission futsal : Houari Belkacem.
Sous-commission préparation physique : Nacereddine Cherifi.
Sous-commission arbitrage féminin : Safia Ayouni.
Sous-commission audiovisuel et communication : Samir Kria.

LIGUE 1

Miloud Rebiaï (MCA) prend quatre matchs de suspension

Le joueur du MC Alger, Miloud Rebiaï, a été sanctionné pour quatre matchs dont un avec sursis, suite à son exclusion pour "contestations répétées" et "comportement anti-sportif envers un officiel", lors du 8e de finale perdu de Coupe de la Ligue face à l'USM Alger (0-2), a indiqué lundi soir la Ligue de football professionnel (LFP).

La commission de discipline de la LFP

a, en outre, infligé une amende de 40.000 DA à Miloud Rebiaï.

Toujours concernant le derby algérois, l'entraîneur de l'USMA, Mounir Zeghdoud, et son adjoint, Toufik Kabri, ont pris chacun un match de suspension ferme (interdiction du terrain et des vestiaires) plus 30.000 DA d'amende pour "contestation de décision", selon la même source.

Le club usmiste devra, lui, s'acquitter d'une amende de 200.000 DA pour "non-respect du protocole sanitaire" anti-Covid.

Enfin, le joueur de l'USMA, Billal Benhamouda et le gardien de but de l'ES Sétif, Sofiane Khedairia, ont été sanctionnés un match ferme et devront payer chacun une amende de 30.000 DA pour "contestation de décision".

COUPE DE LA LIGUE (1/4 ET 1/2 FINALES)

Le tirage au sort fixé au 17 mai

Le tirage au sort des quarts et demi-finales de la Coupe de la Ligue aura lieu le lundi 17 mai (11h00) au siège de la Fédération algérienne (FAF), a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) lundi sur son site officiel.

Les 1/8 de finale, disputés en deux parties, ont donné lieu à des surprises de taille, avec l'élimination du CR Belouizdad, dernier détenteur du trophée en 2000, de l'ES Sétif, et du MC Alger, sorti par son voisin l'USM Alger.

Outre l'USMA, sept autres clubs ont validé leur billet pour les quarts de finale.

Il s'agit de la JS Saoura, du NC Magra, du WA Tlemcen, de la JS Kabylie, du MC Oran, de l'US Biskra et de l'Olympique Médéa.

Pour rappel, la Coupe de la Ligue, réservée exceptionnellement aux clubs de la Ligue 1 professionnelle, a été relancée cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie, annulée en raison de la programmation chargée due au Covid-19.

COUPE ARABE (U20) ALGÉRIE

Une vingtaine de joueurs évoluant à l'étranger pour un ultime stage de présélection

Une vingtaine de joueurs évoluant à l'étranger seront présents prochainement pour un ultime stage de présélection, pour renforcer les rangs de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), en vue de la Coupe arabe des nations, prévue du 17 juin au 3 juillet en Egypte, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) lundi.

"Le sélectionneur national entend organiser un ultime stage de présélection consacré à une vingtaine de joueurs évoluant à l'étranger, ce qui permettra au staff technique de voir autour de 80 joueurs

au total afin de constituer le noyau qui sera concerné par la Coupe arabe des nations", a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel.

Après un rassemblement qui a concerné un premier groupe de 32 joueurs du 6 au 9 mai 2021 au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, le sélectionneur national des U20, Mohamed Lacet, a retenu un nouvel effectif de 34 joueurs pour un deuxième stage de présélection qui aura lieu, cette fois, du 17 au 20 mai, précise la FAF. "Nés en 2003, les joueurs bénéficient de leur première convocation chez les

U20 et auront, en plus des séances d'entraînement et autres tests, trois matches d'opposition pour espérer figurer dans la liste finale", conclut le communiqué. La dernière sortie de la sélection algérienne des moins de 20 ans remonte au mois de décembre 2020 à l'occasion du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie. Les juniors algériens, alors dirigés par Saber Bensmain, n'avaient pas réussi à décrocher leur billet qualificatif après avoir terminé à la 4e et dernière place avec un seul point.

ELIMINATOIRES CAN-2022 (DAMES)

L'Algérie face au Soudan au premier tour

La sélection algérienne de football (dames) affrontera son homologue soudanaise, au premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, selon le tirage au sort effectué lundi au siège de la Confédération africaine (CAF) au Caire (Egypte).

En cas de qualification, les joueuses de la sélectionneuse Radia Fertoul seront opposées, au 2e et dernier tour, au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique.

Le Nigeria, qui domine l'épreuve depuis sa création en 1991 avec 11 titres glanés sur 13 possibles, débute la défense de son trophée face au Ghana. Un record de 44 pays africains prennent part à ces éliminatoires. Le Maroc, pays hôte, est qualifié d'office. La CAN-2020 avait été annulée en raison de la pandémie de Covid-19.

Cette CAN-2022 sera la première édition qui verra la présence de 12 pays, au lieu de 8 nations habituellement. Présente à la précédente édition, organisée en 2018 au Ghana, l'Algérie a complètement raté sa participation, en quittant le tournoi dès le premier tour avec trois défaites de suite face au Ghana (1-0), au Cameroun (3-0) et au Mali (3-2).

Outre les éliminatoires de la CAN-2022, les coéquipières de Kahina Takenint sont concernées par la Coupe arabe des nations prévue du 26 août au 16 septembre prochains au Caire.

Résultats du tirage au sort :

Premier tour :

- M 1 - Ouganda - Ethiopie
- M 2 - Kenya - Soudan du Sud
- M 3 - Erythrée - Burundi
- M 4 - Djibouti - Rwanda
- M 5 - Malawi - Zambie
- M 6 - Tanzanie - Namibie
- M 7 - Zimbabwe - Eswatini
- M 8 - Angola - Botswana
- M 9 - Mozambique - Afrique du Sud
- M 10 - Algérie - Soudan
- M 11 - Egypte - Tunisie
- M 12 - Guinée-Equatoriale - RD Congo
- M 13 - Sao Tomé-et-Principe - Togo
- M 14 - Congo - Gabon
- M 15 - Centrafrique - Cameroun
- M 16 - Sierra Leone - Gambie
- M 17 - Liberia - Sénégal
- M 18 - Mali - Guinée
- M 19 - Guinée-Bissau - Mauritanie
- M 20 - Burkina Faso - Bénin
- M 21 - Nigeria - Ghana
- M 22 - Niger - Côte d'Ivoire

2e tour :

- Vainqueur M1 - Vainqueur M2
- Vainqueur M3 - Vainqueur M4
- Vainqueur M5 - Vainqueur M6
- Vainqueur M7 - Vainqueur M8
- Vainqueur M9 - Vainqueur M10
- Vainqueur M11 - Vainqueur M12
- Vainqueur M13 - Vainqueur M14
- Vainqueur M15 - Vainqueur M16
- Vainqueur M17 - Vainqueur M18
- Vainqueur M19 - Vainqueur M20
- Vainqueur M21 - Vainqueur M22.

APS

QUALIF. CAN-2022 FÉMININE Fertoul : "Tirage difficile, mais pas impossible"

La sélectionneuse algérienne Radia Fertoul a considéré "difficile, mais pas impossible" le tirage au sort des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations (dames)

Maroc-2022, devant opposer l'Algérie au Soudan, puis au vainqueur du match Mozambique - Afrique du Sud.

"Ce tirage est relativement difficile, mais pas impossible, et nous ferons tout notre possible pour arracher la qualification. Ma principale appréhension dans cette perspective, c'est le manque de rythme, en raison

de la longue période d'inactivité chez les joueuses, liée à la pandémie de

la covid-19", a indiqué la sélectionneuse nationale dans une interview

accordée mardi au site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF).

"L'impact de cette pandémie a été significatif, et pas dans le bon sens, puisqu'il s'est répercuté négativement sur le niveau de forme habituel de nos joueuses", a ajouté Fertoul, assurant toutefois qu'elle va "essayer de rattraper ce retard, du mieux que possible, pour être au rendez-vous" au moment de défier le Soudan.

La sélectionneuse nationale s'est dit soulagée de connaître les dates des deux tours qualificatifs, car cela



lui permettra de "planifier le programme de préparation" jusqu'aux jours des rencontres. Interrogée sur ce qu'elle pense de ses futurs adversaires dans cette phase des éliminatoires, Fertoul a commencé par le Soudan, qu'elle a qualifié d'adversaire "à prendre très au sérieux" et dont "il faudra se méfier", mais elle s'est dit "optimiste" quant aux chances de se qualifier.

"Si nous parvenons à passer ce cap, et si la logique

est respectée dans l'autre match entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, ce sont les Bafana-Bafana qu'on devrait croiser. Des adversaires plutôt coriaces et qui risquent de nous compliquer la tâche", a-t-elle prévenu.

Les matchs du premier tour se dérouleront du 7 au 15 juin, alors que ceux du deuxième tour ont été programmés du 18 au 29 octobre.

La phase finale de cette CAN féminine est prévue du

2 au 23 juillet 2022 au Maroc, où les quatre demi-finalistes seront directement qualifiés pour le Mondial de 2023, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En attendant, la sélectionneuse nationale a libéré ses joueuses lundi pour

leur permettre de passer les fêtes de l'Aïd El-Fitr en famille, avant d'enchaîner avec les play-offs du championnat. Ce qui leur procurera plus de matchs dans les jambes en prévision de la suite de la préparation.

SUPERCOUPE D'AFRIQUE La finale Al Ahly - RS Berkane le 28 mai au Qatar

La finale de la Supercoupe d'Afrique de football, devant mettre aux prises les Egyptiens d'Al Ahly aux Marocains de Renaissance Berkane, aura lieu le 28 mai à Doha (Qatar), ont annoncé lundi les organisateurs.

La pandémie de Covid-19 et des précédents accords sur le lieu de la rencontre ont

obligé à décaler ce match, qui oppose chaque année le vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique à celui de la Coupe de la Confédération (CAF).

Ce sera la troisième finale d'affilée à avoir lieu au Qatar, pays hôte de la prochaine Coupe du monde, dans le but de donner davantage d'envergure

internationale à la Supercoupe, selon la Confédération africaine de football.

Al Ahly, vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique, a remporté six fois la Supercoupe en huit participations, alors que son futur adversaire, la RS Berkane, la dispute pour la première fois de son histoire.

Flick quasi-assuré du poste de sélectionneur allemand après l'Euro

Oliver Bierhoff, le directeur de la Fédération allemande de football, a pratiquement confirmé mardi la prochaine nomination de Hansi Flick au poste de sélectionneur, pour succéder à Joachim Low après l'Euro. "Je ne pense pas que la décision tombera dans les prochains jours, mais

j'aimerais que tout soit réglé avant l'Euro" (11 juin-11 juillet), a déclaré Bierhoff mardi en réponse à une question sur la nomination de Flick, actuel entraîneur du Bayern Munich.

"J'ai confiance et je sais quelle importance l'équipe nationale a pour lui", a poursuivi l'ancien interna-

tional, à l'occasion d'un séminaire de presse pour préparer l'Euro.

"Volontairement, nous n'avons pas intensifié (nos discussions) avant que le Bayern ne décroche son titre de champion (ce qui est fait depuis samedi, ndr) mais maintenant nous allons pouvoir les intensifier",

a-t-il encore dit. Lundi, le quotidien de Munich Abendzeitung avait annoncé - sans susciter aucun démenti - que Flick, 56 ans, allait signer un contrat de trois ans pour diriger la sélection allemande à l'issue de l'Euro cet été, lui permettant de viser l'Euro-2024 à domicile.

ITALIE La Juve exclue de la Serie A si elle persiste dans la Super Ligue

La Juventus Turin, l'un des trois derniers clubs à défendre le projet de Super Ligue, ne pourra participer au prochain Championnat d'Italie si elle reste partie prenante de ce projet concurrent de la Ligue des champions, a confirmé lundi le président de la Fédération italienne.

"Si la Juventus ne respecte pas les règles, elle sera dehors aussi pour nous. Au moment de l'inscription au prochain championnat de Serie A, elle serait exclue si elle ne s'est pas retirée de la Super Ligue", a déclaré Gabriele Gravina selon des propos rapportés par plu-

sieurs médias italiens, à l'occasion d'un déplacement en Campanie.

Fin avril, en réaction à la tentative de création d'une Super Ligue par douze clubs européens, dont trois italiens, la Fédération avait adopté une nouvelle règle permettant d'exclure des championnats les équipes qui s'engageraient dans une compétition privée.

Depuis, l'Inter Milan et l'AC Milan - comme sept autres clubs - ont pris leurs distances avec le projet et conclu un accord avec l'UEFA, prévoyant des sanctions financières. La Juventus,

comme le Real Madrid et le FC Barcelone, ont en revanche défendu de nouveau ce week-end le bien-fondé du projet, en dénonçant les "menaces" de l'UEFA et en se montrant prêts à une bataille juridique.

Dans une intervention à la radio Rai Uno, lundi matin, le président de la Fédération italienne s'est par ailleurs dit prêt à servir de "médiateur" dans ce conflit car ce "bras de fer entre les clubs et l'UEFA ne fait pas de bien au football italien et à la Juventus". "Je souhaite une solution positive à ce combat", a-t-il souligné.

ITALIE Salernitana et Empoli directement en Serie A, Monza en barrages

Le club de Salernitana, deuxième de Serie B italienne de football, a conquis lundi le second billet direct pour la Serie A, après le leader Empoli, qui s'était adjugé le premier billet, alors que le Monza de Silvio Berlusconi (3e) garde une chance aux barrages.

Lors de la 38e et dernière journée de deuxième division (Serie B), disputée lundi, la Salernitana a assuré la deuxième place avec une victoire (3-0) sur le terrain du relégué Pescara.

Le club de Campanie pourra donc disputer la troisième saison de son histoire dans l'élite, la première depuis 1998-99.

Cette accession va obliger l'équipe, située à Salerne, au sud de Naples, à changer de mains : elle est en effet actuellement co-détenue par Claudio Lotito, également patron de la Lazio Rome.

Les règlements de la Fédération italienne interdisent en effet que deux clubs d'un même championnat aient le même propriétaire et donnent un mois aux clubs en question pour se mettre dans les clous.

Monza, qui gardait une petite chance de chiper la deuxième place en cas de faux pas de la Salernitana, s'est incliné de son côté à domicile contre Brescia (0-2).

Le club lombard termine troisième et devra donc en passer par les barrages concernant tous les clubs classés de la 3e à la 8e place.

Après un premier tour pour les quatre moins bien placés, ces barrages proposeront des demi-finales aller/retour, puis une finale aller/retour avec verdict attendu le 27 mai.

Avec son effectif quatre étoiles, renforcé en décembre avec l'arrivée de Mario Balotelli, le club lombard, racheté en 2018 par l'ancien Premier ministre et homme d'affaires italien Silvio Berlusconi, apparaît comme le grand favori pour décrocher ce troisième billet en Serie A. Empoli, la Salernitana et le troisième élu remplaceront dans l'élite Crotona et Parme, déjà condamnés à trois journées de la fin, et un troisième relégué encore à définir.

ATLÉTICO MADRID Blessé, Thomas Lemar indisponible pour une durée indéterminée

L'ailier gauche français de l'Atlético Madrid, Thomas Lemar, touché samedi lors du choc face au FC Barcelone (0-0), souffre d'une blessure à la cuisse gauche, a annoncé lundi le club madrilène, sans préciser la durée de son indisponibilité.

"Après avoir réalisé des examens, le diagnostic montre qu'il souffre d'une blessure myotendineuse à la cuisse gauche", explique l'Atlético dans un communiqué.

Selon la presse espagnole, il devrait manquer les deux prochaines rencontres de Liga, mercredi face à la Real Sociedad et dimanche contre Osasuna.

Lors du match face au Barça, l'ancien Monegasque est resté longtemps assis au sol après un choc avec Pedri, se tenant l'arrière du genou gauche.

Il a ensuite quitté le terrain avec l'aide des soigneurs en boitant légèrement à la 14e minute, remplacé par Saul Niguez. Le champion du monde de 25 ans, revenu en sélection en mars après plus d'un an d'absence, a été titulaire lors des deux dernières rencontres des Bleus, au Kazakhstan (2-0) et en Bosnie-Herzégovine (1-0), disputées dans le cadre des qualifications au Mondial-2022.

Mendy retourne à l'infirmerie

De retour à la compétition contre Chelsea (0-2) la semaine dernière en Ligue des Champions, après environ trois semaines d'absence, Ferland Mendy (25 ans, 38 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) est déjà sur le flanc. Le Real Madrid annonce ce mardi que le latéral gauche français souffre d'une péronite tibiale. Cette blessure pourrait l'écartier des terrains pendant trois semaines. Une telle indisponibilité signifierait la fin de sa saison avec le Real. Troisième de Liga à deux points du leader, l'Atletico Madrid, la Maison Blanche a encore trois matchs à disputer contre Grenade (13 mai), l'Athletic Bilbao (16 mai) et Villarreal (23 mai). Elle rend incertaine également sa participation avec l'équipe de France au prochain Euro, dont le coup d'envoi sera donné le 11 juin.



BUFFON ANNONCE SON DÉPART

Gianluigi Buffon (43 ans) a annoncé qu'il quitterait la Juventus, au terme de la saison. Au micro de beIN Sports, le gardien de but a indiqué qu'il s'apprêtait à dire au revoir au club turinois : « Mon avenir est clair. Cette belle et très longue expérience avec la Juve prendra fin définitivement cette saison. Soit j'arrête de jouer, soit je trouve une situation qui m'incite à jouer ou à vivre une expérience de vie différente et je la prendrai en considération. Je pense que j'ai tout donné pour la Juve. J'ai tout reçu. Nous avons atteint la fin d'un cycle », a-t-il confié. Pour rappel, l'international italien (176 sélections) a disputé 691 rencontres sous la tunique du club de la Vieille dame, où il était revenu en 2019, après une pige au PSG. Il n'en revanche par indiqué s'il prendrait sa retraite ou s'il continuerait, sous d'autres couleurs, la saison prochaine.

LEWANDOWSKI CLARIFIE SON AVENIR

Annoncé dans le viseur de clubs anglais, l'attaquant polonais a écarté toute rumeur de départ pour lui cet été.

Pourquoi bouger ? Comme avant chaque mercato, l'avenir de Robert Lewandowski est encore remis en question. A 32 ans, l'attaquant du Bayern Munich plane sur la Bundesliga, et enquille une nouvelle saison exceptionnelle : 46 buts et 9 passes décisives en... 38 apparitions. Comme chaque année, le Polonais figure parmi les meilleurs attaquants du monde et forcément, ça en attire certains. Ainsi selon plusieurs médias étrangers récemment, des clubs anglais auraient sollicité le joueur, Manchester City et Chelsea en tête.

Dans une interview donnée à Tuttosport ce mardi, Lewandowski a balayé tout départ hypothétique cet été. « J'ai un contrat avec le Bayern Munich, et je suis très bien dans ce club » rétorque le buteur, qui dresse ensuite le palmarès du club bavarois ces dernières saisons. Sous contrat jusqu'en 2023, l'international polonais devrait donc continuer sur sa lancée avec le Bayern Munich, qui ouvre une nouvelle page de son histoire cet été, avec l'arrivée de Julian Nagelsmann.

Mané vit sa pire saison

A l'image de Liverpool, Sadio Mané (29 ans, 31 matchs et 9 buts en Premier League cette saison) n'a plus l'efficacité de ces dernières années. Un phénomène inexplicable pour l'attaquant des Reds, qui traverse le moment le plus difficile de sa carrière. "Cette année, c'est la pire saison de ma carrière, il faut le reconnaître, a confié le Sénégalais à Canal+. Si on me demandait ce qui se passe, j'aurais du mal à répondre. (...) Sur tous les plans, physiquement, mentalement... J'ai même été voir des diététiciens, j'ai fait des tests sur mon corps pour savoir si je mange bien, pour savoir si je dois tout changer. Mais on a vu que tout était nickel. Il y a des hauts et des bas, il faut juste continuer à bosser. Avec le temps, ça va passer." En attendant, le champion en titre risque de terminer hors du top 4 en Premier League.



PIQUÉ CROIT ENCORE AU TITRE

Accroché par l'Atletico Madrid (0-0), samedi, le FC Barcelone a gâché plusieurs cartouches pour reprendre la tête de la Liga. Malgré ce résultat nul, le défenseur central Gerard Piqué (34 ans, 16 matchs en Liga cette saison) croit toujours au titre. "Nous espérons gagner et obtenir un meilleur résultat. Nous sommes toujours en vie. Je pense que nous avons réalisé un bon match. Nous connaissons la situation, nous ne dépendons pas de nous-mêmes, mais en regardant certains des résultats de cette saison, je pense que la Liga est encore grande ouverte. Il reste encore trois matchs à jouer et nous devons gagner le match de mardi et les deux prochains", a soutenu le Blaugrana à l'issue de la partie. Le Barça pointe à la 3e place, à deux points de l'Atletico.

Bellingham plutôt que Sancho ?

Manchester United pourrait changer son fusil d'épaule et tenter de recruter lors du mercato estival 2021 Jude Bellingham plutôt que son coéquipier, Jadon Sancho.

Jude Bellingham, le grand espoir du football anglais qui évolue au Borussia Dortmund depuis l'été dernier, serait désormais dans le viseur de Manchester United pour l'été prochain. Le club anglais préférerait maintenant cette piste plutôt que celle de son coéquipier Jadon Sancho, jugée très onéreuse. Toutefois, le dossier s'annonce compliqué.

Le Borussia Dortmund n'aurait aucune intention de vendre son jeune milieu de terrain anglais, âgé de 17 ans, arrivé l'été dernier. De plus, le joueur se sent bien en Allemagne et n'aurait pas l'envie de rentrer dès maintenant au pays. Sous contrat jusqu'en juin 2023, l'ancien joueur de Birmingham City est valorisé 35 millions d'euros par Transfermarkt.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

HABITAT

234.000 logements distribués depuis 2020 en faveur de près de 1.150.000 citoyens (Djerad)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a indiqué, lundi à Alger, que 234.000 unités de logement ont été distribuées, à l'échelle nationale, au profit de 1.150.000 algériens, depuis le début de l'année 2020 à ce jour.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la cérémonie de remise de 5000 clés de logements de différentes formules, M. Djerad a affirmé que "la livraison des logements aux citoyens est un devoir national envers tous les Algériens et Algériennes et un principe consacré par la Constitution", soulignant que cette opération est l'une des "positions honorables" du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a soutenu dans son programme que "le logement est la base de la justice sociale dans notre pays". "L'Algérie est un Etat fondé sur la justice sociale depuis la déclaration du 1er novembre", a-t-il poursuivi.

M. Djerad a rappelé que la période 2020-2021 a vu le lancement de la réalisation de 160.000 logements. Le Premier ministre qui a relevé "le grand retard accusé dans plusieurs domaines", a souligné que le gouvernement tend à alléger les souffrances des citoyens et à concrétiser les engagements du Président de la République prévus dans son programme et ses interventions durant cette période. Depuis le début 2020 au 31 mars 2021, un



programme de 1.020.000 logements a été prévu, dont 218.801 unités dans le cadre des nouveaux programmes, 667.727 unités en cours de réalisation, 199.753 logements fin prêts, 371.721 pas encore entamés et 231.577 unités de logement remises.

Le Premier ministre a présidé, lundi à Alger, la cérémonie de remise des décisions d'attribution et des clés de 5000 logements de différentes formules. M. Djerad a fait état du relogement de 25.000 citoyens à Alger, selon le standard international de 5 membres/famille.

Il s'agit de la distribution de 3000 logements de type location-vente répartis sur les sites de Korichi à Reghaia (1400 unités), Dermouche à Bordj El Bahri (600 unités), la cité Faizi à Bordj El Kifan (473 unités) et Ouled Fayet (417

unités) sur un total de 1500 unités). Au niveau des sites de Semrouni et Roukhi situés respectivement à Ouled Fayet et Soudania, 562 logements publics localités ont été distribués, outre 1513 autres unités de type promotionnel public (LPP) à "Plateau" (Ouled Fayet est).

Noter que les différents sites ont été dotés d'infrastructures et d'équipements écono mes en énergie. Le Premier ministre qui était accompagné d'une délégation, a inspecté, en marge de la cérémonie, des logements distribués dans les sites 1257+256 LPP à Plateau (Ouled fayet est). Il a mis l'accent sur l'importance de la qualité et la nécessité d'utiliser des matériaux de construction locaux, insistant notamment sur l'importance de prévoir des espaces verts, des aires de jeux et des infrastructures publiques.

La délégation a, par la suite, visionné un court-métrage illustrant un échantillon des logements distribués dans plusieurs régions du pays et deux expositions sur l'état d'avancement du programme national du relogement (PNR) et le programme de l'habitat de la wilaya d'Alger.

ALGÉRIE-IRAN

Boukadoum s'entretient avec son homologue iranien sur les derniers développements au Moyen-Orient

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a eu, lundi, un entretien téléphonique avec son homologue iranien, Mohamed Jawad Zarif sur les derniers développements au Moyen-Orient ainsi que sur plusieurs questions liées aux relations bilatérales et aux voies et moyens de les promouvoir. "J'ai eu un entretien téléphonique avec mon frère Mohamed Jawad Zarif, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran durant lequel nous avons abordé les derniers développements de la situation dans la région du Moyen-Orient ainsi que plusieurs questions liées aux relations bilatérales et aux voies et moyens de les promouvoir", a écrit M. Boukadoum sur son compte twitter.

ONU-ALGÉRIE

Mme Fouzia Boumaïza Mebarki, élue présidente du comité ad hoc intergouvernemental chargé de l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre l'utilisation des TIC à des fins criminelles

Le comité ad hoc intergouvernemental chargé de l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) à des fins criminelles a élu à sa présidence, lundi, au siège des Nations unies à New-York Mme Fouzia Boumaïza Mebarki, ambassadeur, représentante permanente de l'Algérie auprès des Nations Unies à Vienne. a annoncé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué lundi. "Le large appui à cette candidature algérienne traduit la confiance accordée à l'Algérie pour mener les négociations pour l'adoption de la convention internationale sus mentionnée. Ainsi, la communauté internationale a manifesté son adhésion aux visions et savoir faire de la diplomatie algérienne, sous la conduite du Président de la république Abdelmadjid Tebboune." souligne le communiqué du MAE. de l'Algérie aux valeurs universelles d'égalité, de souveraineté et d'indépendance ainsi qu'aux principes d'inclusivité, de

transparence et de neutralité qui doivent prévaloir durant les négociations futures. Ce succès mérité, couronne les efforts intensifs menés à Vienne et à New York pour renforcer le rôle et la place de l'Algérie sur la scène internationale. Il confirme la confiance et le crédit accordés à l'Algérie pour mener positivement des négociations ardues." affirme également le communiqué.

Le MAE rappelle dans son communiqué, que le comité ad hoc intergouvernemental chargé de l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, a été institué par la résolution 74/247 adopté par assemblée générale des Nations Unies le 27 décembre 2019. Le MAE indique que le ministre Sabri boukadoum a adressé des messages de remerciement au président de la commission de l'Union Africaine et à ses homologues et frères africains pour l'appui apporté à la candidature algérienne.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA LIGUE ARABE SUR EL-QODS OCCUPÉE

Entretien Boukadoum - Abou El-Gheit

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a eu lundi un entretien avec le Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Abou El-Gheit, en prévision de la session extraordinaire du Conseil de la Ligue des Etats arabes consacrée à l'examen de la réaction arabe face aux crimes israéliens à El-Qods occupée. "En prévision de la session extraordinaire du Conseil de la Ligue des Etats arabes, qui sera consacrée à l'examen de la réaction arabe face aux crimes de l'occupant à El-Qods occupée, nous avons mis en avant avec le Secrétaire général de la Ligue arabe, mon frère Ahmed Abou El-Gheit, l'impératif de réactiver la solidarité arabo-musulmane en soutien à nos frères palestiniens et en préservation de nos lieux religieux sacrés", a écrit M. Boukadoum sur son compte twitter. L'Algérie avait condamné, dimanche, dans les termes les plus sévères les "at-

taques racistes et extrémistes" de l'occupant israélien contre les Palestiniens à El-Qods occupée et leur privation d'accomplir leurs rites religieux dans la Mosquée d'El-Aqsa, en violation flagrante des résolutions de la légalité internationale. A ce titre, l'Algérie souligne "sa pleine solidarité et son soutien constant au côté du peuple palestinien dans sa lutte héroïque contre l'occupation israélienne", réaffirmant "sa position ferme de soutien à la cause palestinienne jusqu'au recouvrement par le peuple palestinien de ses droits légitimes et inaliénables, en tête desquels l'établissement d'un Etat indépendant avec El-Qods comme capitale". Les attaques de l'occupant contre les fidèles ont fait plus de 205 blessés, et la plupart des blessures, causées par des balles en caoutchouc étaient observées au niveau du visage, des yeux et de la poitrine, selon le Commissaire-Rouge palestinien.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et 3 casemates détruites ces derniers jours (bilan)

Cinq (05) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Oran par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également découvert et détruit trois (3) casemates pour terroristes et deux (2) bombes de confection artisanale à Médéa, Aïn Defla et Boumerdes, durant la période allant du 6 au 10 mai, selon un bilan opérationnel de l'ANP publié mardi.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste "(05) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Oran, tandis que (03) casemates pour terroristes et (02) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Médéa, Aïn Defla et Boumerdes", est-il précisé dans ce bilan hebdomadaire.

Selon la même source, "des détachements combinés de l'ANP ont découvert et saisi trois (03) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, (05) chargeurs de munitions,

ainsi qu'un (01) fusil mitrailleur de type FMPK avec (33) chaînes de munitions, (2678) balles de différents calibres et d'autres objets" lors d'opérations de fouille et de recherche menées près de la bande frontalière à Adrar et In Guezzam.

En outre, "(05) quintaux et (52,5) kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc" ont été saisis par des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires. Lors de ces opérations menées dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic en Algérie, "(18) narcotrafiquants" ont été également arrêtés.

Détaillant ce bilan, la même source précise que "des détachements de l'ANP et les

services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, (09) narcotrafiquants et saisi (05) quintaux et (47,5) kilogrammes de kif traité, alors que (09) autres narcotrafiquants ont été interceptés et (05) kilogrammes de la même substance et (5471) comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires".

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, "(245) individus et saisi (28) véhicules, (120) groupes électrogènes, (55) marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (1013) sacs de mélange d'or brut et de pierres", "Huit (08) individus ont été arrêtés et (03) fusils de chasse, (05) quintaux de tabacs et (53436)

unités d'articles pyrotechniques ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à El Oued, Ouargla, Sétif, Adrar, Médéa et M'sila", ajoute-t-on.

Selon le même bilan, des tentatives de contrebande de "grandes quantités" de carburants s'élevant à (74767) litres ont été déjouées par les Garde-frontières à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Bordj Badji Mokhtar. Dans un autre contexte, "les Gardes-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (172) individus qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Chlef, Tipaza, Alger, Oran, Mostaganem, Aïn Témouchent et Annaba, alors que (41) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Adrar, Béchar, Tlemcen, Djanet et Tébessa". Ces opérations "témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", souligne-t-on.